

CAMEROUN

Evaluation de la sécurité alimentaire
dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et de l'Extrême-Nord



Données collectées en septembre 2016



Supervision technique

Pour le Programme Alimentaire Mondial (PAM) :

- Njilié Francis, Bureau de pays, Yaoundé
- Ibrahima Goni, Sous-bureau, Batouri
- Christian Nguembu, Bureau de pays, Yaoundé
- Hamadou Paul, Sous-Bureau, Maroua
- Kamani Lionel, Bureau de terrain, Meiganga

Pour le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) :

- Abate Thomas, Coordination nationale, Yaoundé
- Nyago Justin, Coordination régionale, Extrême-Nord
- Payang Jérémie, Coordination régionale, Est
- Adamou Sali, Délégation régionale de l'agriculture et du développement rural (DRADER), Nord

Pour plus d'informations veuillez contacter :

Jeanine ATANGA NKODO, Coordonnateur du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) ;
jeanine_nkodo@yahoo.fr

M. Abdoulaye Balde, Directeur et Représentant du Programme Alimentaire Mondial au Cameroun,
abdoulaye.balde@wfp.org

Mme Elvira Pruscini, Directrice Adjointe du Programme Alimentaire Mondial au Cameroun,
elvira.pruscini@wfp.org

REMERCIEMENTS

La réalisation et la réussite de cette évaluation sont le fruit d'une large collaboration entre plusieurs institutions impliquées dans la conception de la méthodologie, la collecte, le traitement, l'analyse des données et l'élaboration du rapport.

La mission remercie tous les cadres du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), en particulier ceux du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) qui ont facilité la préparation et la collecte des données dans tous les villages et marchés visités.

La mission remercie les autorités administratives, traditionnelles et les forces de sécurité qui ont encadré les équipes de collecte des données dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est.

La mission exprime ses sincères remerciements aux collègues du bureau pays et des sous-bureaux du PAM Cameroun et du bureau régional, pour leur soutien technique.

La mission adresse sa profonde gratitude à tous les enquêteurs, superviseurs, traducteurs et chauffeurs qui ont effectué un travail de qualité malgré des conditions climatiques et logistiques parfois difficiles. Leurs efforts ont fortement contribué à la qualité des données obtenues.

Enfin, des remerciements spéciaux aux ménages, commerçants et personnes ressources enquêtés qui, malgré leurs multiples occupations, ont réservé un accueil chaleureux aux équipes et ont apporté leur coopération lors de la collecte.

Sommaire

REMERCIEMENTS	3
SOMMAIRE	4
RESUME EXECUTIF.....	7
1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE	10
2. METHODOLOGIE.....	11
2.1 Objectifs de l'enquête.....	11
2.2 Échantillonnage et représentativité.....	11
2.3 Outils de collecte.....	12
2.4 Formation des enquêteurs, équipes et collecte des données.....	12
2.5 Traitement et analyse des données.....	12
2.6 Limites de l'enquête.....	12
3. RESULTATS.....	13
3.1 Consommation alimentaire	13
3.1.1. Fréquence et diversité des aliments consommés	13
3.1.2. Qualité nutritionnelle des aliments consommés.....	14
3.1.3. Sources des aliments.....	15
3.2 Vulnérabilité économique	15
3.3 Stratégies d'adaptation.....	16
3.3.1 Stratégies de consommation alimentaire	16
3.3.2 Stratégies des moyens d'existence.....	16
3.4 Situation de la sécurité alimentaire	18
3.5 Caractéristiques des ménages en insécurité alimentaire	20
1) Situation géographique.....	20
2) Conditions sociodémographiques.....	20
3) Diversité alimentaire du ménage	21
4) Bien-être	21
5) Revenus	22
6) Dépenses	22
7) Dettes.....	23
8) Groupes de moyens d'existence (GME).....	23
9) Taille des terres cultivables	25
10) Bénéficiaire d'une assistance humanitaire récente	25
3.6 Situation des marchés.....	25
3.6.1. Accès physique	25
3.6.2. Disponibilité et approvisionnement	25
3.6.3. Prix des denrées alimentaires.....	26
4. CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE	27
4.1 Contraintes du monde rural	27
Longueur de la soudure.....	27
Taille réduite des superficies agricoles.....	28
Développement agricole limité	28
Elevage limité.....	29
4.2 Manque d'infrastructure-Santé.....	29
4.3 Manque d'infrastructure-Education	30
4.4 Chocs récents	30
5. PRIORITES DES POPULATIONS	32
6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	33
BIBLIOGRAPHIE	37
ANNEXES.....	38

Liste des figures

Figure 1 : Fréquence hebdomadaire de consommation des aliments	13
Figure 2: Consommation de fer et Vitamine A parmi les ménages ayant une consommation pauvre à limite	14
Figure 3: Consommation de protéines par les ménages ayant une consommation pauvre à limite	14
Figure 4: Principales sources d'aliments	15
Figure 5: Stratégies alimentaires.....	16
Figure 6: Indice réduit des stratégies de survie (rCSI) par région	16
Figure 7: Types de stratégies des moyens d'existence utilisées par les ménages.....	17
Figure 8: Stratégies des moyens d'existence utilisées par les ménages dans l'Adamaoua et l'Extrême-Nord	17
Figure 9: Bien-être des ménages et sécurité alimentaire	21
Figure 10: Contraintes aux activités génératrices de revenus	22
Figure 11: Dépenses semestrielles et insécurité alimentaire.....	23
Figure 12: Groupes des moyens d'existence et insécurité alimentaire.....	24
Figure 12: Prix du maïs à Ngalim Tignere depuis 2012 (Adamaoua)	26
Figure 12: Prix du manioc cossette à Garoua Boulai (Est).....	26
Figure 15: Principaux chocs dans l'Extrême-Nord.....	30
Figure 16: Principaux chocs dans le Nord	30
Figure 17: Principaux chocs dans l'Adamaoua	31
Figure 18: Principaux chocs dans l'Est	31
Figure 19: Principales priorités des ménages.....	32
Figure 20: Stratégies des moyens d'existence utilisées par les ménages dans l'Adamaoua et l'Extrême-Nord	38

Liste des tableaux

Tableau 1: Echantillonnage de l'enquête.....	12
Tableau 2: Consommation alimentaire du ménage lors des sept jours précédant l'enquête.....	13
Tableau 3: Répartition des ménages en fonction de la part de leurs dépenses alimentaires	15
Tableau 4: Synthèse CARI.....	18
Tableau 5: Proportion de ménages ayant bénéficié d'une assistance humanitaire par région	19
Tableau 6: Personnes en insécurité alimentaire	20
Tableau 7: Score de diversité alimentaire	21
Tableau 8: Niveau de bien-être des ménages.....	21
Tableau 9: Instabilité des revenus et insécurité alimentaire.....	22
Tableau 10: Bilan vivier 2015/2016 dans la région de l'Adamaoua	27
Tableau 11: Nombre de personnes en insécurité alimentaire (estimation)	33

Liste des cartes

Carte 1: Régions de la zone d'étude et mouvements des réfugiés	10
Carte 2: Prévalence de l'insécurité alimentaire	19

ACRONYMES ET SIGLES

BH	Boko Haram
BSFP	Blanket Supplementary Feeding Programme
CARI	Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security
CbT	Cash Based Transfer (transferts monétaires)
CFSAM	Crop and Food Security Assessment Mission
CFSVA	Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis
DRADER	Délégation régionale de l'agriculture et du développement rural
EC	Equivalents-Céréales
ECAM 4	Quatrième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
EFSA	Emergency Food Security Assessment
ERSA	Evaluation rapide de la sécurité alimentaire
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
F CFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique
FFA	Food Assistance For Assets
FSMS	Food Security Monitoring System
GFD	General Food Distribution
GME	Groupe de Moyen d'Existence
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
IA	Insécurité Alimentaire
INS	Institut National de la Statistique
IPC	Integrated Food Security Phase Classification
MAG	Malnutrition Aiguë Globale
MAM	Malnutrition Aiguë Modérée
MAS	Malnutrition Aiguë Sévère
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINFI/DGD	Ministère des Finances /Direction Générale de la Douane
mVAM	Mobile Vulnerability Analysis and Mapping
ODK	Open Data Kit
P4P	Purchase for Progress (achats au service du progrès)
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personnes Déplacées Internes
PNSA	Programme National de Sécurité Alimentaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RCA	République Centrafricaine
rCSI	Reduced Coping Strategies Index (Indice réduit des stratégies de survie)
RGPH 3	3ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SCA	Score de Consommation Alimentaire
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
SODECOTON	Société de développement du coton
SPSS	Statistical Package for Social Sciences
VAM	Vulnerability Analysis and Mapping
WFP	World Food Programme

RESUME EXECUTIF

En vue de fournir des informations sur la sécurité alimentaire des populations locales résidant dans les régions de l'Extrême-Nord, Nord, Adamaoua et de déclinier les réponses appropriées, une évaluation de la sécurité alimentaire a été menée conjointement par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) à travers le Programme National de la Sécurité Alimentaire (PNSA) et le Programme Alimentaire Mondial en septembre 2016. Cette évaluation est à la fois qualitative et quantitative. Elle repose sur un échantillonnage aléatoire stratifié à deux degrés: d'abord les villages et ensuite les ménages. L'enquête a couvert 82 villages dans l'ensemble des quatre régions. Au total, 1,065 ménages ont été enquêtés et 98 discussions de groupes ont été réalisées dans les villages avec les personnes ressources comprenant les autorités administratives et traditionnelles. Vingt-deux marchés ont été visités et 61 commerçants y ont été enquêtés. Les données sont représentatives au niveau de chaque région.

Combien de ménages sont-ils en insécurité alimentaire ?

Suivant l'approche « *Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security* » (CARI), il ressort de cette évaluation qu'en 2016, environ un ménage sur cinq (24% contre 19% en 2015) est en insécurité alimentaire, dont 3% de manière sévère (contre 2% en 2015). Globalement, la sécurité alimentaire des populations se serait donc détériorée dans les 4 régions, passant de 19% en 2015 à 24% en 2016. Il en découle que dans les quatre régions, 3% de ménages sont dans une situation d'urgence et 21% se trouvent en situation de crise, selon les phases du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). De plus, environ 2 466 000 personnes sont en insécurité alimentaire dans les quatre régions à l'étude, dont 289 000 en insécurité alimentaire sévère.

Où sont les ménages en insécurité alimentaire ?

Avec une prévalence d'insécurité alimentaire de 39% (contre 19% en 2015) dont 5% d'insécurité alimentaire sévère, la situation semble très sérieuse dans la région de l'Adamaoua. La pression exercée sur les ressources prend de l'ampleur dans cette région du fait de sa position carrefour où se rencontrent plusieurs types de populations venant d'autres régions et des pays voisins. Dans la région de l'Extrême-Nord, la prévalence de l'insécurité alimentaire est de 33%, soit une relative amélioration par rapport à 35% de 2015. Malgré une relative accalmie observée au cours des derniers mois, l'insécurité continue de peser sur les moyens d'existence des populations de cette région. La région du Nord présente une prévalence d'insécurité alimentaire de 17%, parmi laquelle 2% d'insécurité alimentaire sévère. Comme pour la région de l'Adamaoua, les conséquences négatives des crises nigérianes et centrafricaines se font progressivement ressentir sur la région du Nord. Avec une prévalence de 7,5%, il y a une relative stagnation de l'insécurité alimentaire dans la région de l'Est par rapport au niveau établi en 2015 (8%). L'insécurité alimentaire touche davantage les ménages ruraux (25%) que les ménages urbains (12%). Les départements où l'insécurité alimentaire semble plus prononcée sont le Logone et Chari (69%), le Mbéré (59%) et le Djérem (54%), le Faro-et-Déou (42%) et le Mayo-Banyo (38%) dans l'Adamaoua ; le Mayo Tsanaga (48%) et le Diamaré (22%) dans l'Extrême-Nord ; la Bénoué, le Mayo Rey et le Mayo Louti dans le Nord.

Qui sont les ménages en insécurité alimentaire ?

Le sexe féminin ou l'analphabétisme du chef de ménage sont souvent sources d'insécurité alimentaire du ménage dont il est à la tête. Alors que 14% de ménages sont dirigés par une femme, parmi ceux en insécurité alimentaire, 16% sont dirigés par les femmes contre 13% parmi ceux qui sont en sécurité alimentaire. Le déplacement forcé de ménages a tendance à les plonger dans l'insécurité alimentaire. Environ 41% de ménages qui vivent dans un nouveau village du fait d'un déplacement non voulu, sont en situation d'insécurité alimentaire, contre 17% de ménages qui résident en permanence (3 ans ou plus) dans les villages.

L'insécurité alimentaire est caractéristique des ménages démunis de certains biens productifs et de base parmi lesquels la table, la chaise, la radio, la charrue/charrette, le téléphone portable, moto, moulin, etc. Le niveau de sécurité alimentaire se détériore à mesure que le niveau de bien-être diminue. Un quart des ménages dont les revenus sont instables sont en insécurité alimentaire contre seulement 16% parmi ceux dont les revenus sont stables.

Quatre ménages qui tirent leurs revenus du travail journalier (41%) sur dix sont en insécurité alimentaire dont 6% en insécurité alimentaire sévère. Chez les petits commerçants ou vendeurs ambulants, un peu plus d'un ménage de petits commerçants sur quatre (27%) est en insécurité alimentaire dans les régions considérées, dont 2% en insécurité alimentaire sévère. Chez les éleveurs qui sont concentrés dans l'Adamaoua (11%), un peu plus d'un ménage sur quatre (27%) est en insécurité alimentaire dans les régions considérées, dont 5% en insécurité alimentaire sévère.

Les ménages qui cultivent des petites surfaces agricoles sont davantage en insécurité alimentaire que ceux qui mettent en valeur des grandes superficies : un ménage sur cinq ayant semé sur une surface de moins d'un hectare est en insécurité alimentaire et la tendance est la hausse lorsque la taille des parcelles augmente.

Quelles sont les causes de l'insécurité alimentaire ?

Marché et prix

Au moment de l'enquête, les principaux marchés étaient relativement bien approvisionnés en principales denrées alimentaires. Dans la filière mil, les détaillants sont majoritairement les hommes. Ils sont les propriétaires de champs et

assurent la manutention et le transport. Ils sont aussi les propriétaires des magasins de location dans les marchés. Le triage est toujours assuré par les femmes, (parfois avec les jeunes enfants) tout comme la transformation en bière locale. Un accompagnement des opérateurs de marché pourrait permettre de contractualiser avec des femmes grossistes de taille modeste pour consolider leur position dans leur filière ou celles souvent dévolues aux hommes.

Dans les marchés de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord, les prix de 2016 ont été plus bas ou égaux à ceux de 2015. Dans l'Extrême-Nord, les prix d'un sac (100kg) du maïs et de mouskwari sont restés en deca de 20 000 F CFA alors qu'à la même période l'année dernière, ils étaient à plus 25 000 F CFA. Le prix d'un bœuf moyen a baissé de 20% par rapport à l'année dernière entraînant la détérioration du terme de l'échange des éleveurs vis-à-vis des céréales.

Agriculture

Dans les régions de l'Est, Nord et Extrême-Nord, 90% des ménages ruraux pratiquent l'agriculture. Avec un déficit vivrier en *Equivalents-Céréales* (EC) d'environ 50 088 tonnes dans la région de l'Extrême-Nord, la couverture annuelle en besoins alimentaires n'a été que de 5 mois sur 12 pour plusieurs ménages, notamment dans le département du Logone et Chari.

Dans la région du Nord, les inondations ont occasionné des dégâts sur les cultures (zones de Mbouli, Tamba, Boumedje, Sabongari...) pendant la campagne en cours et les animaux (bovins, éléphants, hippopotames, singes) en ont dévastées dans plusieurs localités du Mayo- Rey (Sodecoton II, Niger Takarou, Vokzome). D'autres contraintes pèsent sur l'agriculture dans le Nord, notamment la faible fertilité des sols (Guirviza, Kong Kong, Babessa), le manque de moyens financiers ou accès au crédit pour acquérir des intrants et des équipements agricoles, la pluviométrie capricieuse (pluies peu fréquentes, tardives ou trop abondantes) et les conflits agropastoraux.

Dans la région de l'Adamaoua, les conflits agropastoraux, la baisse des rendements, l'insécurité, l'attaque des insectes-animaux, les prix élevés des intrants agricoles et l'enclavement qui rend inaccessible certains grands bassins de production, pèsent sur la pratique de l'agriculture. Dans la région de l'Est, la pratique de l'agriculture est confrontée à de nombreuses difficultés parmi lesquelles le manque d'encadrement technique, le manque de pesticides et l'insécurité qui a confiné les animaux dans les zones agricoles rendant difficile la pratique de l'agriculture et augmentant les conflits agropastoraux dans les départements du Lom et Djerem et de la Kadey.

Elevage

L'élevage constitue une activité importante pour les populations à l'étude. La plupart des ménages agricoles pratiquent l'élevage des petits ruminants et de la volaille. L'élevage de bovins est davantage pratiqué par quelques ménages élités. Les épizooties et le manque de pâturage constituent les plus grands obstacles au développement du secteur. Dans le Nord, les principales contraintes à la pratique de l'élevages sont le vol, le tarissement des points d'eaux d'abreuvement en saisons sèche, les maladies (épizooties), l'insécurité et les coupeurs de route qui agressent les bergers dans les pâturages et les feux de brousse. Dans l'Adamaoua, plus de 90% des ménages pratiquent l'élevage de la volaille, les femmes majoritairement. Les secteurs de la volaille et des caprins souffrent beaucoup des épizooties tandis que l'insécurité due aux coupeurs de route et l'accès aux pâturages frappent durement l'élevage des bovins. La chute du prix des bovins dans toute la région crée un grand ralentissement dans l'activité. Dans l'Est, les éleveurs de volaille ont perdu presque la totalité de leurs basses cours au cours de l'année suite à des épizooties récurrentes dans la zone pendant la saison sèche. On a également signalé la présence de la peste porcine qui a dévasté le cheptel dans tous les villages visités. L'élevage est traditionnel et souffre d'un manque de suivi vétérinaire dans les villages. Dans les quatre régions à l'étude, les conflits agropastoraux sont fréquents en particulier dans le Nord, l'Adamaoua et l'Est.

Pauvreté

Dans les régions à l'étude, les populations ont été confrontées à diverses difficultés qui affectent relativement leur capacité à subvenir à leurs besoins alimentaires. Au cours des six mois précédant l'enquête, la maladie ou le décès d'un membre de la famille, la vie chère, le pillage des productions agropastorales et la baisse des prix des produits agricoles ont en effet éprouvé plusieurs ménages. Selon la quatrième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 4, 2014), la région de l'Extrême-Nord présente le taux de pauvreté le plus élevé du Cameroun (74,3%) et la situation semble s'aggraver au fil du temps. Les opportunités de travail manquent et les revenus sont instables. Les mouvements de population qui fuient la menace de Boko Haram ont exacerbé la pression sur les ressources telles que l'emploi, les terres cultivables, les pâturages et les points d'abreuvement des animaux. Comme dans l'Extrême-Nord, la pauvreté limite l'accès des populations au marché et à la santé dans le Nord. Les ménages pauvres ont très peu de revenus et la minuscule part qu'ils allouent à leur santé est insuffisante pour des soins complets. L'insécurité a limité la pratique des activités agropastorales dans la région de l'Adamaoua. Suite aux enlèvements et assassinats perpétrés dans la zone de Dir et Doualayel, les agriculteurs ne fréquentent quasiment plus les champs laissant libre cours à des vols. Dans le Département du Mbéré, le grand banditisme (prise d'otage) a contraint les producteurs à abandonner les champs lointains plus productifs pour venir se confiner dans les champs situés aux alentours des villages moins productifs.

En matière de santé, la plupart des villages visités à l'Est ne disposent pas de centre de santé et leurs populations doivent parcourir de longues distances pour se faire soigner dans les grands villages ou les villes voisines. De plus, les formations sanitaires manquent de personnel qualifié et de médicaments. Les populations se plaignent du coût élevé des soins médicaux qui réduisent leurs moyens à subvenir à d'autres besoins vitaux.

Quelles sont les options de réponse ?

Dans les régions à l'étude, les besoins prioritaires des populations portent essentiellement sur l'alimentation, les intrants agricoles, l'eau, la santé, l'éducation. Dans la région de l'Adamaoua, le besoin d'alimentation (21%) vient en premier lieu et fait suite à l'insécurité, aux pillages et à la baisse des prix de vente qui pèsent sur le secteur agropastoral dont elles dépendent majoritairement. Dans la région de l'Extrême-Nord, ce sont davantage l'alimentation (28%), la santé (20%) et l'éducation (13%) qui préoccupent les populations. Dans la région du Nord, l'alimentation (24%), la santé (15%), les intrants agricoles (13%) et l'accès à l'eau (13%) sont les besoins prioritaires exprimés par les populations pour affronter la cherté de la vie, les maladies et les vols de productions agropastorales. Dans la région de l'Est, les populations ont indiqué comme besoins prioritaires les intrants agricoles (20%), l'accès à la santé (13%), l'accès à l'éducation (13%) et l'accès à l'eau (10%). La construction des habitats (14%) y a été largement évoquée dans cette région, à la différence des autres régions qui en ont moins fait mention.

Malgré les différentes interventions apportées, les populations nécessiteuses méritent encore d'être soutenues par diverses actions consistant notamment à :

1. fournir une assistance alimentaire inconditionnelle aux ménages en insécurité alimentaire sévère, en particulier dans les régions de l'Adamaoua et de l'Extrême-Nord dont les prévalences sont très élevées. Dans l'Extrême-Nord en particulier, les personnes déplacées internes (PDI) les plus démunies seront bénéficiaires de distributions mensuelles de vivres. Dans toutes les régions, les populations locales en insécurité alimentaire dépourvues de terre cultivables ou d'emploi seront également ciblées par ces distributions inconditionnelles.
2. renforcer les capacités de résilience des ménages en insécurité alimentaire modérée à travers des activités de prévention et de mitigation de chocs et la création des actifs, de type *Food Assistance For Assets* (FFA). Ces activités concernent en particulier les PDI et les populations locales vulnérables qui se remettent des effets de la crise et s'intègrent progressivement dans la communauté d'accueil. Elles bénéficieront d'une assistance en contrepartie de leur participation à une activité de réhabilitation impliquant les populations locales, en particulier dans le département du Logone et Chari. Les activités FFA seront saisonnières (3 à 6 mois) pour renforcer les moyens d'existence des populations (maîtrise d'eau, canaux d'irrigation, étangs piscicoles) et à base communautaire pour profiter à un au maximum de personnes. Dans les projets FFA, la participation effective des femmes devrait être encouragée. Outre la génération de revenus, les activités FFA porteront sur la gestion des ressources naturelles et le soutien aux éleveurs pour atténuer la dégradation environnementale et les conflits agropastoraux.
3. poursuivre et étendre les activités de transferts monétaires (CBT¹) à une frange des bénéficiaires de GFD et de FFA, partout où cela possible en vue de relever le pouvoir d'achat des populations pauvres et leur permettre d'avoir accès au marché. Dans la région de l'Extrême-Nord où le taux de pauvreté est le plus criard du Cameroun, cette modalité pourrait être appropriée en raison de sa mise en œuvre récente dans cette région en faveur des PDI, qui s'est avérée globalement satisfaisante.
4. mettre en œuvre des projets de type « achats au service du progrès » (P4P²) pour aider les petits cultivateurs pauvres – en particulier les femmes – à devenir compétitifs sur les marchés agricoles dans le but de vendre les excédents de productions à des prix rémunérateurs et accroître leurs revenus. Des accords passés avec les grossistes pourraient renforcer l'engagement des femmes dans les activités du marché, en particulier dans la zone du bassin du Lac Tchad. Elles pourraient aussi être appropriées dans les régions de l'Adamaoua et du Nord qui présentent des capacités de production céréalières importantes ;
5. poursuivre la prévention de la malnutrition des enfants 6-23 mois à travers l'activité BSFP³ dans les zones vulnérables, en la couplant avec les distributions générales pour un meilleur impact. Cette activité focalisera aussi sur la communication pour le changement de comportement, la promotion de l'allaitement du jeune enfant et du nourrisson, l'hygiène, l'assainissement et la vaccination.
6. apporter des appuis pour le développement des activités agropastorales (matériel, intrants et encadrement technique) dans les régions septentrionales qui, au regard de la cherté de la vie, en ont particulièrement exprimé le besoin;
7. réaliser à court terme, une analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA) pour définir une nouvelle situation de référence à l'échelle nationale qui ne se limiterait pas seulement aux quatre régions à l'étude, considérées à tort ou à raison comme prioritaires. La dernière CFSVA remonte à 2011 et ses résultats sont devenus obsolètes compte tenu des mutations socioéconomiques survenues depuis lors.

¹ Cash based Transfer

² Purchase for Progress

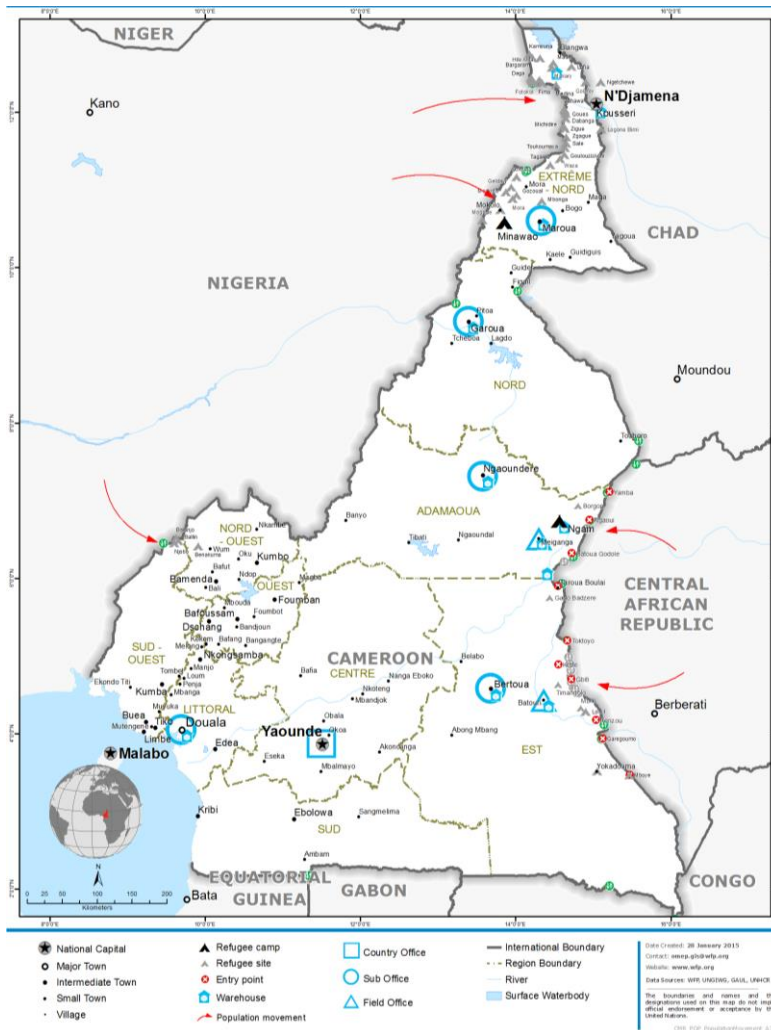
³ Blanket Supplementary Feeding Programme

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ÉTUDE

Au Cameroun, les régions de l'Est, de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord demeurent toujours prioritaires pour la réponse humanitaire. Depuis 2013, les troubles sociopolitiques survenus en Centrafrique et les attaques de Boko Haram (BH) ont en effet, provoqué un afflux important de réfugiés sur son territoire et le déplacement interne des populations. Le rapport inter-agences sur la situation des réfugiés centrafricains d'août 2016 indique un total de 274 090 réfugiés centrafricains au Cameroun résidant dans l'Est, l'Adamaoua et le Nord. A la même période, le HCR dénombrait dans la région de l'Extrême-Nord, 81 693 Personnes Déplacées Internes, 45 617 Réfugiés vivant au camp de Minawao et 20 088 nouvelles arrivées enregistrés depuis Janvier 2015. Tous ces mouvements massifs de populations ont perturbé l'ordre économique et social, et provoqué une pression supplémentaire sur les ressources limitées et accru les vulnérabilités.

Les régions du Nord et de l'Extrême-Nord sont situées dans la zone sahélienne et connaissent de manière récurrente des sécheresses (2009 et 2011) et des inondations (2010, 2012 et 2014) qui perturbent les productions agricoles et animales. L'insécurité due aux exactions de BH, augmente l'impact négatif sur la saison agricole. Pendant la campagne agricole 2015/2016, la région de l'Extrême-Nord a encore affiché un déficit vivrier en équivalents céréales (EC) d'environ 50 088 tonnes (T) par rapport aux besoins de la région de l'Extrême-nord. Ce déficit est plus prononcé dans le Logone et Chari (75 844T) et dans le Mayo-Tsanaga (68 934T). Le département du Logone et Chari a la plus faible couverture annuelle en besoins alimentaires, soit 5 mois sur 12. Dans la région de l'Adamaoua, 4 départements sur les 5 que compte la région, ont un bilan vivrier déficitaire. Ces déficits céréaliers successifs affectent la disponibilité alimentaire des ménages les plus pauvres et érodent leurs moyens d'existence.

Carte 1: Régions de la zone d'étude et mouvements des réfugiés



Au Cameroun, les régions de l'Extrême-Nord (74,3%), du Nord (67,9%) et de l'Adamaoua (47,1%) se situent dans le quart de tête où le taux de pauvreté est particulièrement élevé au contraire de l'Est (30,0%) qui a un taux de pauvreté en-dessous du niveau national⁴. La pauvreté est un phénomène très caractéristique du milieu rural où le taux de pauvreté est de 56,8% en 2014 contre 55,7% en 2007. En outre, les zones rurales concentrent l'essentiel des populations pauvres (90,4%). L'accès aux services sociaux de base est un défi majeur pour les populations de ces régions (1 médecin pour 42 968 habitants dans l'Extrême-Nord et 1 médecin pour 45 560 habitants dans le Nord). Des problèmes de protection et la perturbation du système scolaire subsistent aussi dans ces régions. Les résultats d'une évaluation de la sécurité alimentaire réalisée en septembre 2015 par le PAM et le gouvernement ont montré que dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun environ 19% des ménages sont en insécurité alimentaire, dont 2% en insécurité alimentaire sévère. La région de

⁴ INS. ECAM 4 - Tendances, le profil et les déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001 et 2014m décembre 2015

l'Extrême-Nord était la plus touchée, avec environ 35% de ménages en insécurité alimentaire dont 5% en insécurité alimentaire sévère, suivie de l'Adamaoua avec 19% de ménages en insécurité alimentaires dont 1% en insécurité alimentaire sévère. Les régions du Nord et de l'Est sont moins touchées, respectivement avec 11% et 8% de ménages en insécurité alimentaire. De même, les résultats de l'évaluation conjointe HCR/PAM d'août 2016 indiquent que la sécurité alimentaire des réfugiés centrafricains s'est globalement améliorée, avec une insécurité alimentaire qui est passée de 35% en 2014 (ERSA) à 25% en 2016. Toutefois, cette situation reste fragile et toujours préoccupante, surtout dans les communautés où la situation apparaît plus difficile (28%) que dans les sites aménagés (20%).

Le marché du travail a enregistré une légère amélioration entre 2010 et 2014, mais la contribution de l'agriculture à l'emploi a reculé (de 57% à 45%) du fait de la migration des travailleurs vers d'autres secteurs, au détriment de la main d'œuvre suffisamment qualifiée dans le secteur agricole. Dans l'Extrême-Nord, les prix au consommateur, toutes commodités comprises (sauf oignons), ont augmenté le long de la chaîne de 17%⁵ en juin 2015 par rapport au trimestre précédent, au détriment du consommateur final. Ce facteur, couplé à la période de soudure actuelle et des perspectives de récoltes médiocres, risque d'épuiser les ménages les plus vulnérables qui dépendent fortement du marché.

Selon les résultats préliminaires de la SMART 2016, dans la zone soudanienne (Adamaoua, Nord et 5 départements de l'Extrême-Nord), la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) est d'environ de 6-7%. La zone du Logone et Chari présente une prévalence de MAG de 10,9% proche de l'urgence. Comme en 2015, l'Adamaoua montre une prévalence de malnutrition aiguë sévère (MAS) de 1,8% proche du seuil d'urgence de 2%. La région du Nord montre une stabilité depuis 2012 avec des prévalences de MAG autour de 6-7%. La région de l'Est montre une prévalence de 4,0% en-deçà du seuil de précarité. Globalement, toutes les régions sont en situation précaire pour la mortalité infantile et générale. La région du Nord présente une mortalité infantile élevée avec 1,29 décès par 10 000 enfants de moins de 5 ans par jour. Aussi, l'Est et le Logone et Chari montrent des taux de mortalité infantile élevés, respectivement de 0,90 et 1,01.

C'est dans ce contexte de multiples vulnérabilités que le Gouvernement et le PAM ont conduit une évaluation de la sécurité alimentaire en septembre 2016 dans les régions septentrionales et l'Est. Ce rapport d'évaluation fournit des informations sur les populations vulnérables, les identifie, localise afin d'aider à l'ajustement des programmes d'assistance en cours.

2. METHODOLOGIE

Cette évaluation a été menée conjointement par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) à travers le Programme National de la Sécurité Alimentaire (PNSA) et le Programme Alimentaire Mondial. Le PNSA et le PAM ont assuré la conception, la coordination des activités, la formation des enquêteurs, la supervision de la collecte des données ainsi que le traitement et analyse des données.

2.1 Objectifs de l'enquête

Cette évaluation vise à fournir des informations sur la sécurité alimentaire des populations des régions de l'Extrême-Nord, Nord, Est et Adamaoua ainsi qu'à déclinier la perspective à moyen terme. Plus spécifiquement l'étude vise à :

1. **Identifier des ménages/personnes en insécurité alimentaire** dans les quatre régions prioritaires du Cameroun pour l'assistance humanitaire;
2. **analyser la situation des marchés** dans la zone de l'étude, notamment leur dynamisme et le niveau des stocks vivriers;
3. **formuler des recommandations** devant guider la planification ou l'ajustement des programmes d'assistance alimentaire.

2.2 Échantillonnage et représentativité

L'enquête a utilisé les données du 3^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 3). Une projection de la population camerounaise pour 2017 a été ensuite obtenue pour les régions à l'étude. Il en résulte que la région l'Extrême-Nord compte 4 332 531 habitants, suivie respectivement du Nord (2 652 839 habitants), de l'Adamaoua (1 239 784habitants) et de l'Est (1 070 380 habitants).

Cette évaluation est à la fois qualitative et quantitative. Elle repose sur un échantillonnage aléatoire stratifié à deux degrés :

- 1) Chaque région à l'étude constitue une strate dans laquelle ont été tirés au premier degré, une vingtaine de villages/quartiers de manière aléatoire. L'enquête a couvert 82 villages dans l'ensemble des quatre régions, 22 villages dans la région de l'Extrême-Nord et 20 villages dans chacun des autres régions.
- 2) Au second degré, une douzaine de ménages ont été choisis au hasard dans chacun de ces villages/quartiers, en appliquant un pas de sondage.

D'après l'expérience de nombreuses enquêtes sur la sécurité alimentaire auprès des ménages et afin de renforcer la fiabilité des résultats et la validité de leur extrapolation à d'autres ménages de la base de sondage, la taille minimale de l'échantillon a été fixée à 240 ménages par région. La représentativité de la sécurité alimentaire est ainsi assurée au niveau des régions à l'étude prises individuellement ou ensemble. Dans la pratique, 1065 ménages ont été enquêtés selon la répartition ci-après :

Tableau 1: Echantillonnage de l'enquête

Région	Villages	Ménages	Discussions de groupe	Marché	Commerçant
Nord	20	304	24	07	23
Extrême-Nord	22	265	31	01	08
Adamaoua	20	243	19	11	12
Est	20	253	24	03	18
Total	82	1065	98	22	61

De même, 98 discussions de groupes ont été réalisées avec les personnes ressources (autorités administratives, traditionnelles, etc...). Vingt-deux marchés ont été visités et 61 commerçants y ont été enquêtés. Les données sont représentatives au niveau de chaque région.

2.3 Outils de collecte

Quatre types de questionnaires ont été utilisés, à différents niveaux :

- 1. Ménage** pour collecter les informations sociodémographiques et économiques, sur la consommation alimentaire, les stratégies de survie, les dépenses, les activités du ménage, leurs chocs et leurs priorités;
- 2. Communautaire** pour guider les discussions de groupe avec des jeunes et des adultes, notamment sur les questions d'éducation et de santé ;
- 3. Marché** pour renseigner le niveau d'approvisionnement des principaux produits alimentaires, ainsi que sur la structure et l'accès physique des marchés ;
- 4. Commerçants** pour dégager les contraintes, capacités de réponse, stratégies de stockage et capacités de financement des grossistes, détaillants et collecteurs.

2.4 Formation des enquêteurs, équipes et collecte des données

Les enquêteurs et les superviseurs ont été formés pendant trois jours à N'Gaoundéré, puis ont effectué un test des outils dans un quartier de la ville. Les équipes ont été constituées en tenant compte de la charge de travail et des contraintes spécifiques de chaque région, notamment la sécurité et les distances entre les villages. Dans chaque équipe, un enquêteur a été affecté à l'enquête de marché tandis que le reste a focalisé sur l'enquête auprès des ménages. Le choix des enquêteurs a privilégié la connaissance des langues locales pour faciliter la conversation avec les populations. Toutefois, des traducteurs ont été identifiés dans les villages pour porter assistance aux enquêteurs en cas de besoin. Chaque équipe a été conduite par deux superviseurs, l'un du PAM et l'autre du PNSA. Les discussions de groupe ont été animées par ces superviseurs.

La collecte des données a été assurée par quatre équipes, chacune responsable d'une région, et elle a eu lieu du 13 au 24 septembre 2016.

2.5 Traitement et analyse des données

Les données issues des questionnaires ménage, communautaire et marché ont été collectées avec des smartphones sous l'application ODK (Open Data Kit). La consolidation et l'apurement des données ont été assurés par le PAM en collaboration avec le PNSA. L'analyse des données a été conduite par l'unité VAM du PAM avec les logiciels SPSS et MS-EXCEL. La rédaction du rapport a été également réalisée par le PAM.

2.6 Limites de l'enquête

Des limites ont caractérisé cette évaluation, cependant sans en compromettre la qualité:

- Les questions sécuritaires et l'état des routes au moment de l'enquête du fait des pluies (Nord, Extrême-Nord, Adamaoua) ont parfois ralenti l'opération de collecte.

3. RESULTATS

3.1 Consommation alimentaire

La consommation alimentaire des ménages est mesurée par un Score de Consommation Alimentaire (SCA) qui tient compte de la diversité, de la fréquence de consommation, de la valeur en calories, en macronutriments et en micronutriments des aliments qu'ils ont consommés au cours des sept jours précédant l'enquête.

Dans l'ensemble des quatre régions à l'étude, presque trois ménages sur quatre (76% contre 78% en 2015) ont une consommation alimentaire acceptable. Ils consomment en moyenne deux repas par jour, indépendamment des régions et de l'âge de leurs membres. Toutefois des disparités régionales existent. Comme en 2015 à la même période, la consommation alimentaire est médiocre (pauvre ou limite) dans les régions de l'Extrême-Nord (35% contre 38% en 2015), de l'Adamaoua (33% contre 25% en 2015) et du Nord (20% contre 14% en 2015). La consommation alimentaire semble donc s'être détériorée en 2016 dans l'Adamaoua et le Nord, comparée à 2015 à la même période.

Tableau 2: Consommation alimentaire du ménage lors des sept jours précédant l'enquête

Région	Consommation acceptable (SCA>35)	Consommation limite (21>SCA>35)	Consommation pauvre (1>SCA>21)
Adamaoua	67%	30%	3%
Est	91%	9%	1%
Extrême-Nord	65%	24%	11%
Nord	80%	18%	2%
Ensemble	76%	20%	4%

3.1.1. Fréquence et diversité des aliments consommés

Dans les régions septentrionales, l'alimentation est basée sur les céréales (mil, sorgho, maïs) tandis que dans la région de l'Est, ce sont davantage les racines, les tubercules et le plantain qui meublent habituellement les plats. Ces féculents sont consommés tous les jours, très souvent accompagnés de légumes. L'huile fait partie intégrante des repas en moyenne quatre jours sur sept.

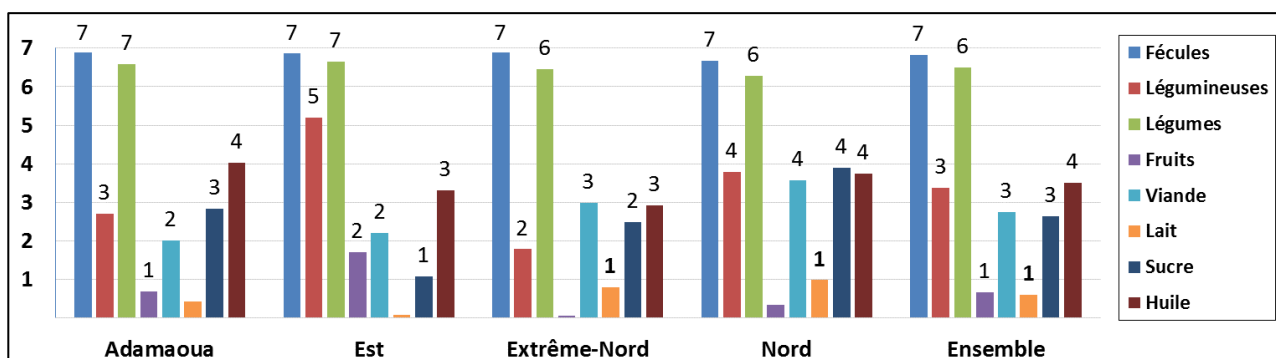


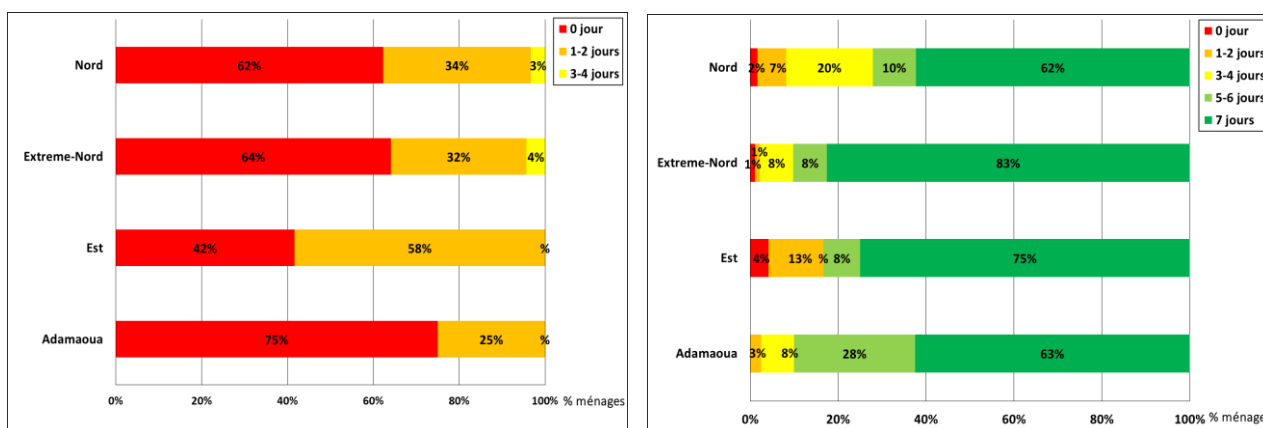
Figure 1 : Fréquence hebdomadaire de consommation des aliments

Les légumineuses et le sucre composent parfois les plats consommés, en moyenne trois jours par semaine. Dans les régions de l'Extrême-Nord et l'Adamaoua, les légumineuses sont cependant totalement absentes des repas, respectivement pour 46% et 16% de ménages. De même, la viande et le poisson sont consommés en moyenne trois jours sur sept, habituellement sous forme d'assaisonnements pour les repas. Environ trois ménages sur dix n'ont cependant pas consommé de protéines animales au cours des sept jours précédant l'enquête, notamment dans les régions de l'Est (36%), de l'Adamaoua (32%) et de l'Extrême-Nord (27%). Dans l'ensemble des quatre régions, le lait et les fruits manquent dans l'alimentation d'environ huit ménages sur dix.

3.1.2. Qualité nutritionnelle des aliments consommés

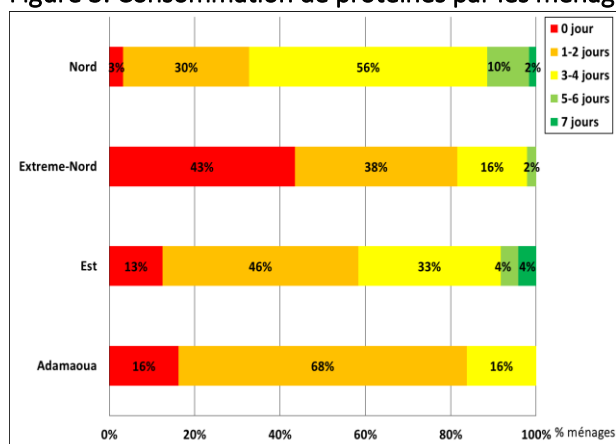
Dans ces mêmes régions, une consommation alimentaire acceptable peut parfois cacher des déficiences en fer et en huile. C'est ainsi que 16% de ménages dont la consommation alimentaire est acceptable présentent toutefois une alimentation pauvre en fer, en particulier dans les régions de l'Est (35%) et de l'Adamaoua (11%). Il en est de même de 21% de ménages dans la région l'Est, 19% dans l'Extrême-Nord et 12% dans le Nord, dont la consommation alimentaire est acceptable, mais l'huile est complètement absente de l'alimentation. Par ailleurs, plus de six ménages sur dix dont la consommation alimentaire est pauvre ou limite, n'ont pas du tout consommé d'aliments riches en fer⁶. En septembre 2016, 75% de ménages en sont concernés dans l'Adamaoua (50% en 2015), 64% dans l'Extrême-Nord (76% en 2015), 62% dans Nord (59% en 2015) et 41% dans l'Est (contre 35%). Vraisemblablement, la situation semble meilleure en 2016 dans l'Extrême-Nord qu'en 2015. Ce qui n'est pas le cas dans les autres régions, en particulier dans l'Adamaoua.

Figure 2: Consommation de fer et Vitamine A parmi les ménages ayant une consommation pauvre à limite



La consommation des aliments riches en **vitamine A**⁷ est plus répandue. Cependant, des carences subsistent dans la région de l'Est (4%), de l'Adamaoua (2%) et de l'Extrême-Nord (1%), parmi les ménages dont la consommation alimentaire est pauvre ou limite.

Figure 3: Consommation de protéines par les ménages ayant une consommation pauvre à limite



Comme en 2015, la consommation d'aliments pauvres en **protéines**⁸ est prépondérante dans la région de l'Extrême Nord (43%), de l'Adamaoua (16%) et de l'Est (13%). Dans le Nord, on note en 2016, une certaine propension des ménages à consommer de tels aliments car seulement 3% n'en ont pas du tout consommées en 2016 contre 34% en 2015.

La médiocrité de la consommation alimentaire établie dans les régions de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua résulte aussi de déficiences en fer. Sur le plan nutritionnel, 75% de ménages dont la consommation est pauvre ou limite n'ont pas en effet consommé d'aliments riches en fer dans l'Adamaoua et 64% dans

l'Extrême-Nord. Même certains ménages dont la consommation alimentaire est acceptable n'en sont pas épargnés, en particulier de l'Adamaoua (11%). Les légumineuses sont aussi totalement absentes des repas, dans 46% de ménages dont la consommation alimentaire n'est pas considérée comme acceptable dans les régions de l'Extrême-Nord et 16% de ménages dans l'Adamaoua.

Avec un minimum de 80% de ménages ayant une consommation alimentaire acceptable, les régions de l'Est (91%) et du Nord (80%) se démarquent positivement sur le plan de la consommation alimentaire quoique

⁶ foie, rognon, cœur, autres abats rouges, poulet, canard, agneaux, moutons, fruits de mer

⁷ carottes, citrouilles, poivron rouge, patate douce orange, mangue, papaye, abricot, pêche, produits laitiers.

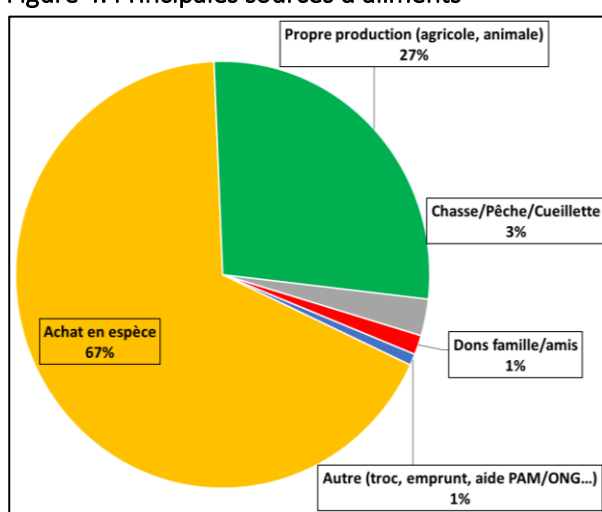
⁸ viande, poisson, légumineuses, œufs, fromage et produits laitiers.

présentant des lacunes nutritionnelles. Dans la région du Nord, 62% de ménages dont la consommation alimentaire est pauvre ou limite, n'ont pas du tout consommé d'aliments riches en fer pendant la période de l'enquête. Il en est de même de la région de l'Est où 42% de ménages dont la consommation alimentaire est même acceptable souffrent des mêmes carences.

3.1.3. Sources des aliments

Dans les régions à l'étude, le marché (67%) et les stocks paysans (27%) demeurent les principaux recours des ménages pour l'approvisionnement en aliments de consommation. Du fait de la période de soudure dans le septentrion, l'achat des aliments consommés est prépondérant dans l'Adamaoua (75%), l'Extrême-Nord (73%) et le Nord (70%) au moment de l'enquête, comparativement à l'usage de la production ménagère (environ 20%). Dans l'Adamaoua en particulier, le volume des achats prend plus d'ampleur à la fin de la saison sèche. Dans la région de l'Est, les aliments consommés proviennent aussi du marché (51%), mais les productions agropastorales (44%) contribuent substantiellement à l'alimentation des ménages, et parfois la cueillette et la chasse. Dans les zones d'exploitation minière (Ndembodio, Bohanto), l'essentiel des aliments consommés est acheté.

Figure 4: Principales sources d'aliments



Les **aliments principalement achetés** sont les céréales, le poisson, les légumineuses, les condiments, l'huile, le sucre, la viande tandis que les légumes, les racines et tubercules proviennent souvent de la **production des ménages**. Plus de huit ménages sur dix (81%) ont en effet cultivé les légumes de leurs champs. Les racines et tubercules proviennent essentiellement des productions ménagères dans les régions de l'Est (90%) et de l'Adamaoua (42%).

En définitive, dans les régions septentrionales, les ménages dépendent fortement du marché pour l'approvisionnement en denrées de consommation comparativement à ceux de l'Est qui ont aussi recours à leur propre production de manière importante.

3.2 Vulnérabilité économique

La vulnérabilité économique des ménages fait référence à la part des dépenses qu'ils affectent à la nourriture relativement à l'ensemble de leurs dépenses sur une période de 30 jours. Comme en 2015, environ un ménage sur cinq ont affecté plus de 75% de leurs dépenses à la nourriture dans les quatre régions à cette période, et se rendent ainsi économiquement vulnérable à subvenir à d'autres besoins présents et futurs.

Tableau 3: Répartition des ménages en fonction de la part de leurs dépenses alimentaires

Région	Moins de 50%	50% à 65%	65 à 75%	Plus de 75%
Adamaoua	14%	25%	22%	39%
Est	17%	33%	25%	25%
Extrême-Nord	39%	30%	15%	15%
Nord	43%	34%	14%	8%
Ensemble	29%	31%	19%	21%

Avec 61% (contre 45% en 2015) de ménages qui destinent plus de 65% de leurs dépenses aux besoins alimentaires, la région de l'Adamaoua semblent être la plus touchée par la

vulnérabilité économique. Il en est de même de la moitié des ménages dans l'Est (contre 42% en 2015), 31% dans l'Extrême-Nord (contre 51% en 2015) et 22% dans le Nord (contre 25% en 2015). La vulnérabilité économique semble donc avoir pris de l'ampleur dans l'Adamaoua et dans l'Est et en recul dans l'Extrême Nord. Par ailleurs, la vulnérabilité économique touche davantage de ménages dirigés par les femmes. En effet, 65% des dépenses sont consacrées aux aliments dans 55% de ménages dirigés par les femmes contre 37% de ménages dirigés par les hommes.

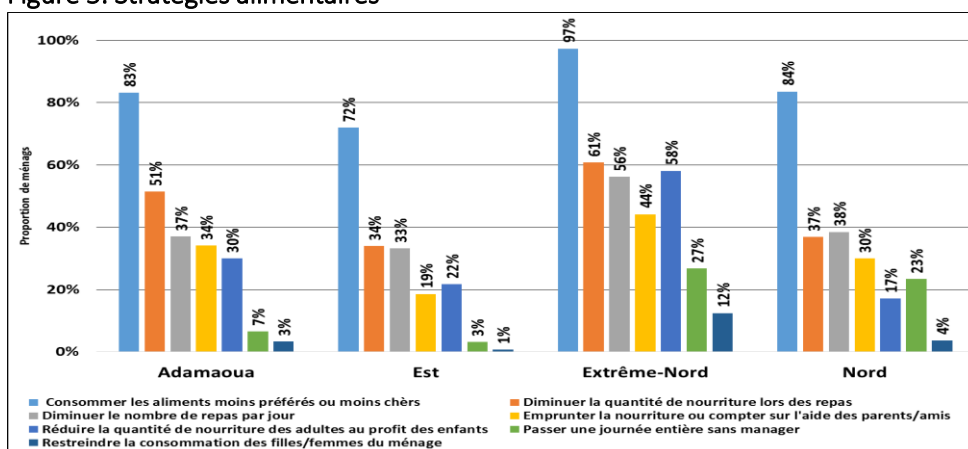
3.3 Stratégies d'adaptation

Pour manger, différentes stratégies ont été mises en œuvre par les ménages pendant la période de l'enquête en réponse à un manque de nourriture ou d'argent pour en acheter. Ces stratégies se reflètent dans leur consommation alimentaire et traduisent leurs capacités à subvenir à leurs besoins. Elles ont surtout consisté à dévaluer qualitativement ou quantitativement les aliments consommés au sein du ménage ou à altérer leurs moyens d'existence.

3.3.1 Stratégies de consommation alimentaire

En remaniant leurs habitudes alimentaires, plus de sept ménages sur dix ont ainsi consommé des aliments moins préférés au cours des sept jours précédant l'enquête pour s'accommoder à un manque de nourriture, surtout dans les régions de l'Extrême-Nord (97%), du Nord (84%) et de l'Adamaoua (83%). Les quantités de nourriture ont été également diminuées pendant les repas par 61% de ménages dans l'Extrême-Nord, par 51% de ménages dans l'Adamaoua. Le nombre de repas par jour a été réduit par 56% de ménages dans l'Extrême-Nord.

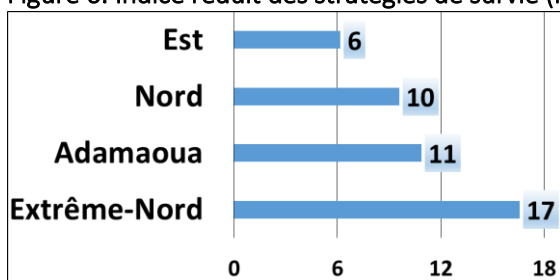
Figure 5: Stratégies alimentaires



Des stratégies plus draconiennes ont été utilisées par certains ménages, notamment la réduction de la quantité de nourriture des adultes au profit des enfants, plus fréquentes dans l'Extrême-Nord (58%). Dans cette même région, 12% de ménages ont accordé la priorité aux hommes qu'aux

femmes. Il est aussi arrivé que certains ménages comptent sur l'emprunt ou l'aide d'un proche pour manger, en particulier dans l'Extrême-Nord (44%) et l'Adamaoua (34%). Certains ménages ont même passé des journées entières sans manger dans les régions de l'Extrême-Nord (27%) et du Nord (23%).

Figure 6: Indice réduit des stratégies de survie (rCSI) par région



Consommation alimentaire	Indice réduit des Stratégies de Survie
Pauvre (1-21)	22,51
Limite (21-35)	15,49
Acceptable (>35)	8,92

En fonction de leur fréquence d'utilisation et de leur sévérité, ces stratégies ont été synthétisées en un indice

de stratégies de survie (rCSI) qui montre que les difficultés d'accès à la nourriture demeurent sérieuses dans les régions de l'Extrême-Nord (rCSI=17 contre 9 en 2015) et de l'Adamaoua (rCSI=11 contre 8 en 2015). Alors que c'est le *statu quo* dans la région de l'Est (rCSI=6), la capacité d'accès aux aliments semble s'être détériorée dans le Nord (rCSI=10 contre 4 en 2015). L'utilisation de ces stratégies est reflétée sur la consommation alimentaire des ménages puisque plus l'indice des stratégies est petit, meilleure est la consommation alimentaire tel qu'illustré dans le tableau ci-contre. En outre, les ménages dirigés par les femmes éprouvent plus de difficultés à accéder à la nourriture car ils usent plus fréquemment de stratégies d'adaptation alimentaires (rCSI=11,7) que ceux dirigés par les hommes (rCSI=10,7).

3.3.2 Stratégies des moyens d'existence

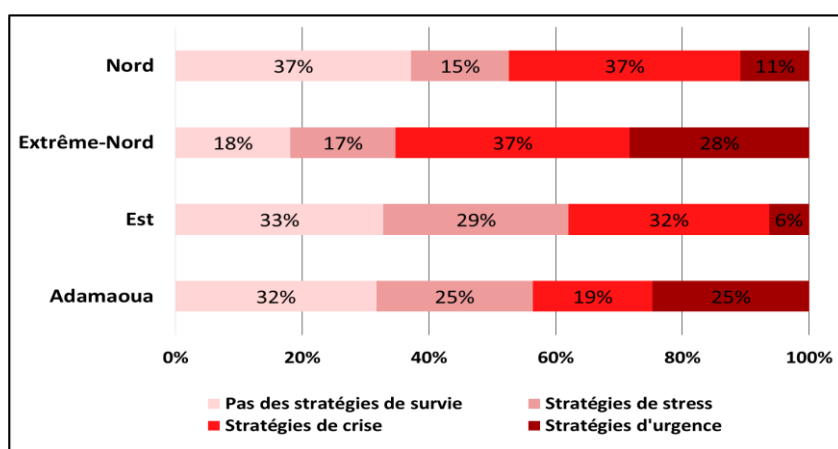
En dehors des stratégies de consommation alimentaire précédentes, certains ménages ont modifié leurs moyens d'existence pour satisfaire leurs besoins alimentaires en situation difficile. En fonction de la sévérité des stratégies utilisées, ces ménages ont été classés en quatre groupes : (i) Ceux n'ayant pas eu de recours à

des stratégies; (ii) Ceux ayant eu recours uniquement à des stratégies dites de stress⁹ ; (iii) Ceux ayant eu recours à des stratégies de crise et (iv) Ceux ayant eu recours à des stratégies d'urgence.

Il ressort de l'enquête que globalement, les ménages ont moins fait usage de stratégies de moyens d'existence en 2016 (30%) par rapport à 2015 (22%) dans les quatre régions à l'étude. Cependant, l'utilisation des stratégies extrêmes (crise et urgence) a été prépondérante que l'année dernière à la même période.

Les **stratégies de stress** ont effectivement été peu courantes dans les régions à l'étude. Leur utilisation a reculé dans les régions de l'Est (29% contre 62% en 2015), du Nord (15% contre 72% en 2015) et de l'Extrême-Nord (17% contre 51% en 2015) et est restée stable dans l'Adamaoua (25%). Au cours du mois précédent l'enquête, les ménages ont sur ce plan, principalement réduit les dépenses de l'agriculture et de la santé, majoritairement dans les régions de l'Adamaoua et l'Extrême-Nord où près de la moitié des ménages en ont eu recours. L'achat des aliments à crédit a aussi été mis en œuvre par 54% de ménage dans l'Extrême-Nord. Ces stratégies de stress laissent planer une certaine incertitude sur les ménages qui les mettent en pratique.

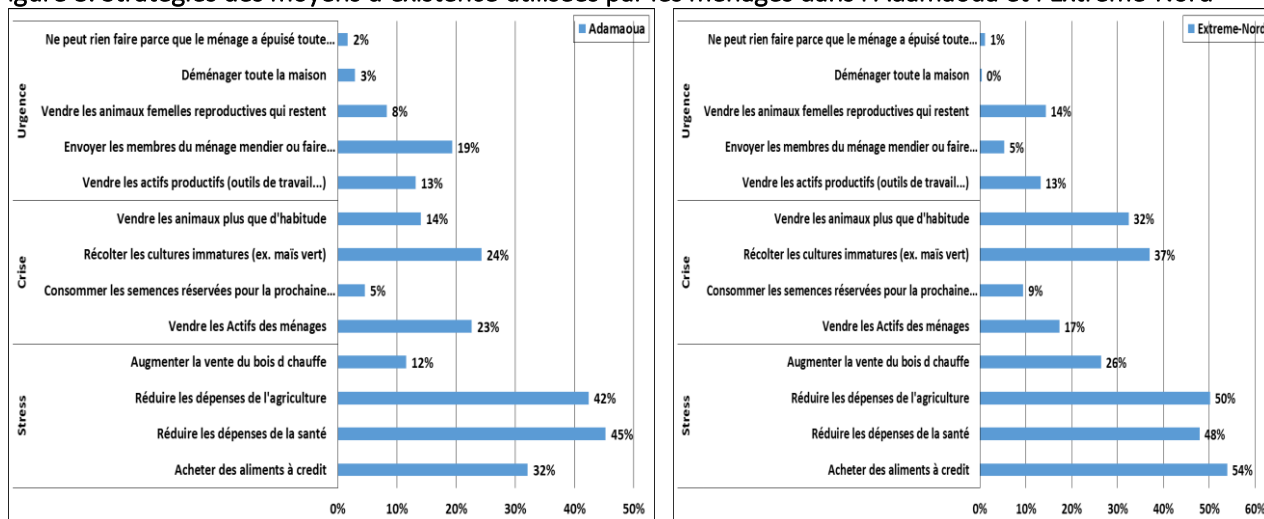
Figure 7: Types de stratégies des moyens d'existence utilisées par les ménages



De gravité limite, les **stratégies de crise** ont été fréquentes dans l'Extrême-Nord (37% contre 21% en 2015), le Nord (37%), et l'Est (32%). Dans l'Adamaoua, les ménages ont moins utilisé de telles stratégies (19% contre 35% en 2015). Elles ont surtout consisté à récolter les cultures immatures ou à vendre les animaux plus que d'habitude. Le recours à des stratégies de crise indique des difficultés réelles d'accès à la nourriture sans

toutefois affecter irrémédiablement les moyens d'existence des ménages.

Figure 8: Stratégies des moyens d'existence utilisées par les ménages dans l'Adamaoua et l'Extrême-Nord



Environ un ménage sur cinq (17% contre 10% en 2015) ont adopté des **stratégies d'urgence** susceptibles de diminuer dramatiquement et de manière irréversible leur productivité future. La proportion de tels ménages semble avoir augmenté par rapport à l'année dernière dans les régions de l'Extrême-Nord (27% contre 16%

en 2015) et l'Adamaoua (25% contre 12% en 2015) et concerne environ le quart des ménages de ces régions. C'est ainsi que la mendicité et la vente d'actifs productifs ou d'animaux femelles restants ont été beaucoup mises à contribution dans ces régions. Dans le Nord, 5% de ménages se sont résignés à ne rien faire (tableau 20 en annexe) car n'ayant plus de stratégies alternatives.

3.4 Situation de la sécurité alimentaire

L'analyse de la sécurité alimentaire a été réalisée en utilisant l'approche CARI¹⁰. Elle combine la consommation alimentaire des ménages, la part des dépenses qu'ils affectent aux aliments et leur score des stratégies de survie. Il en résulte une classification des ménages en quatre groupes: (i) Sécurité alimentaire ; (ii) Insécurité alimentaire limite ; (iii) Insécurité alimentaire modérée ; (iv) Insécurité alimentaire sévère. Les ménages en insécurité alimentaire sont ceux qui sont en insécurité alimentaire sévère ou en insécurité alimentaire modérée.

De cette évaluation, il ressort qu'environ un ménage sur cinq (24% contre 19% en 2015) est en insécurité alimentaire dans les quatre régions de l'étude, dont 3% de manière sévère (contre 2% en 2015). Globalement, la sécurité alimentaire des populations se serait donc détériorée dans les 4 régions, passant de 19% en 2015 à 24% en 2016.

Tableau 4: Synthèse CARI

Domaine		Indicateurs du ménage	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation alimentaire	SCA	Acceptable 76%	-	Limite 20%	Pauvre 4%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires (%)	<50% 29%	50-65% 31%	65-75% 19%	Part >75% 21%
	Epuisement des actifs	Indice des stratégies de survie	Aucune 30%	Stress 21%	Crise 31%	Urgence 17%
Indice de sécurité alimentaire		22%	54%	21%		3%
Prévalence des ménages en insécurité alimentaire dans les quatre régions				24%		

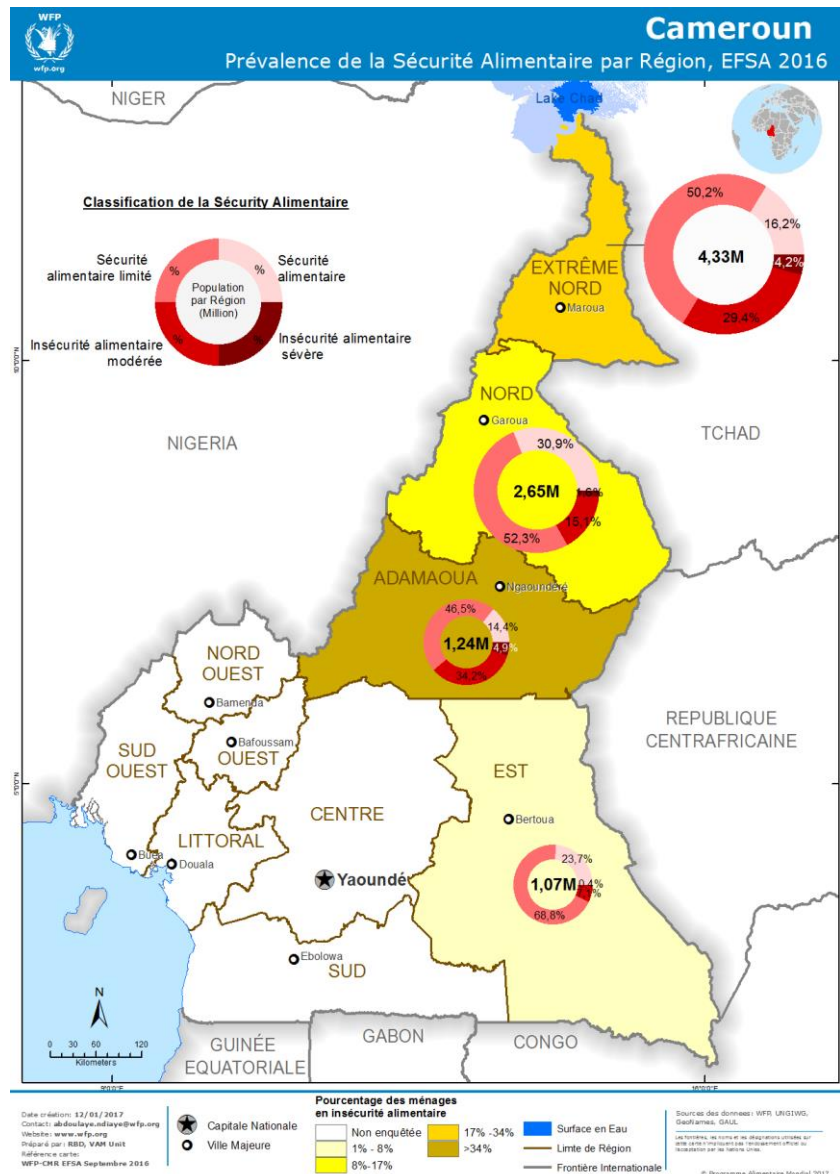
Les ménages en **insécurité alimentaire sévère** ont une consommation alimentaire pauvre (4% en sont concernés) et ont perdu leurs moyens de subsistance à l'extrême (21% ont dépensé plus du 75% de leur revenu dans les aliments et 17% ont adopté des stratégies d'urgence) qui aboutissent certainement à des insuffisances alimentaires très graves.

Ceux qui sont en **insécurité alimentaire modéré** ont une consommation alimentaire limite (20% contre 16% en 2015) ou des capacités minimales pour assurer les besoins alimentaires réduits (19% affectent entre 65% à 75% des dépenses aux aliments, contre 22% en 2015) notamment en épuisant de manière accélérée leurs moyens d'existence (31% contre 16% ont eu recours aux stratégies de crise).

¹⁰ Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security

Carte 2: Prévalence de l'insécurité alimentaire

Avec une prévalence d'insécurité alimentaire de 39% (contre 19% en 2015) dont 5% d'insécurité alimentaire sévère, la situation semble très sérieuse dans la région de l'Adamaoua. Divers facteurs défavorables peuvent expliquer cette situation qui devient de plus en plus préoccupante. Dans l'Adamaoua en effet, la pression exercée sur les ressources prend de l'ampleur du fait de sa position carrefour où se rencontrent plusieurs types de populations venant d'autres régions et des pays voisins. Cette région subit en particulier ces dernières années, le contrecoup des crises nigérianes et centrafricaines qui l'entourent. Après la fermeture des frontières dans la région de l'Extrême-Nord, cette région est devenue la principale porte de sortie pour le marché nigérian car les opérateurs économiques s'approvisionnent en effet difficilement par le nord du Nigéria et du Cameroun. Sur le plan agricole, les paysans éprouvent de manière inhabituelle des baisses de rendements du fait de l'insécurité et d'une pluviométrie approximative qui ont tendance à les décourager à pratiquer l'agriculture. Par ailleurs, les conflits agro pastoraux perdurent dans cette région.



Dans la région de l'Extrême-Nord, la prévalence de l'insécurité alimentaire est de 33%, soit une relative amélioration par rapport à 35% de 2015. Malgré une relative accalmie observée au cours des derniers mois, l'insécurité continue de peser sur les moyens d'existence des populations de cette région.

Tableau 5: Proportion de ménages ayant bénéficié d'une assistance humanitaire par région

	Aide humanitaire les 6 derniers mois ?	
	<i>oui</i>	<i>non</i>
Adamaoua	5%	95%
Est	1%	99%
Extrême-Nord	21%	79%
Nord	2%	98%
Ensemble	7%	93%

L'assistance humanitaire apportée aux populations de cette région depuis le début de la crise due à Boko Haram (BH) a sans doute contribué à maintenir ce niveau quasi similaire d'insécurité alimentaire. Toutefois, le faible niveau d'exécution des plans de réponse de l'ensemble des partenaires, pourrait n'avoir pas permis de renverser de manière consistante la situation qui reste

toujours précaire. En rappel, seulement 7% des ménages enquêtés ont déclaré avoir bénéficié d'une assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois dans les quatre régions à l'étude.

La région du Nord présente une prévalence d'insécurité alimentaire de 17%, parmi laquelle 2% d'insécurité alimentaire sévère. Comme pour la région de l'Adamaoua, les conséquences négatives des crises nigériennes et centrafricaines se font progressivement ressentir sur la région du Nord. La crise économique qui frappe le Chad impacte aussi indirectement sur la région du Nord. Le pillage des productions agropastorales ont été particulièrement relevées par les populations du Nord.

Avec une prévalence de 7,5%, il y a une relative stagnation de l'insécurité alimentaire dans la région de l'Est par rapport au niveau établi en 2015 (8%).

De ces résultats, il découle une estimation globale d'environ **2 466 000 personnes en insécurité alimentaire** dans les quatre régions à l'étude, **dont 289 000 en insécurité alimentaire sévère**.

Tableau 6: Personnes en insécurité alimentaire

	Population (proj. 2017)	Personnes en IA modérée	Personnes en IA sévère	Personnes en IA (sévère + modérée)
Adamaoua	1 239 784	423 465	61 224	484 689
Est	1 070 380	76 154	4 231	80 384
Extrême-Nord	4 332 531	1 275 236	179 841	1 455 076
Nord	2 652 839	401 416	43 632	445 049
Total	9 295 534	2 176 271	288 928	2 465 199

Classification selon IPC

Ces prévalences de la sécurité alimentaires obtenues par l'approche CARI peuvent être mises en correspondance avec les phases du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) aussi abondamment utilisé dans la littérature. Il en découle que dans les quatre régions, 3% de ménages sont dans une situation d'urgence et 21% se trouvent en situation de crise. Dans la région de l'Adamaoua, 5% des ménages sont en situation d'urgence et 34% sont en situation de crise. De même, 4% de ménages sont en situation d'urgence dans la région de l'Extrême-Nord et 29% sont en situation de crise.

3.5 Caractéristiques des ménages en insécurité alimentaire

Le profil des ménages en insécurité alimentaire est décliné suivant leur situation géographique, les conditions démographiques et socioéconomiques.

1) Situation géographique

L'insécurité alimentaire touche davantage les ménages ruraux que les ménages urbains. En milieu rural, un ménage sur quatre sont en effet, en insécurité alimentaire contre seulement 12% en milieu urbain.

Au niveau départemental, l'insécurité alimentaire semble plus prononcée dans les départements du Mbéré (59%), du Djérem (54%), du Faro-et-Déou (42%) et du Mayo-Banyo (38%) (Adamaoua). Dans l'Extrême-Nord, ce sont les départements du Logone et Chari (69%), du Mayo Tsanaga (48%) et du Diamaré (22%) qui semblent en être davantage frappés. Dans le Nord, les départements de la Bénoué, du Mayo Rey et du Mayo Louti sont plus concernés par l'insécurité alimentaire.

2) Conditions sociodémographiques

Sexe et niveau d'instruction du chef de ménage :

Le sexe féminin ou l'analphabétisme du chef de ménage sont souvent sources d'insécurité alimentaire du ménage dont il est à la tête. Alors que 14% de ménages sont dirigés par une femme, parmi ceux en insécurité alimentaire, 16% sont dirigés par les femmes contre 13% parmi ceux qui sont en sécurité alimentaire. Un peu plus du quart (27%) des ménages dirigés par les femmes sont en insécurité alimentaire dans les quatre régions à l'étude. Dans la région de l'Adamaoua, de tels ménages représentent la moitié de l'ensemble. Presque quatre ménages sur dix (36%) dont le chef n'a aucun niveau d'éducation sont en insécurité alimentaire contre 19% en moyenne, dans les ménages où le chef a une quelconque éducation (alphabétisé, coranique, primaire...).

Statut de résidence : Le déplacement forcé de ménages a tendance à les plonger dans l'insécurité alimentaire. Environ 41% de ménages qui vivent dans un nouveau village du fait d'un déplacement non voulu, sont en situation d'insécurité alimentaire, contre 17% de ménages qui résident en permanence (3 ans ou plus) dans les villages.

3) Diversité alimentaire du ménage

Une alimentation peu diversifiée contribue à installer l'insécurité alimentaire dans les ménages.

Tableau 7: Score de diversité alimentaire

	Score de diversité alimentaire
Sécurité alimentaire	4,9
Sécurité alimentaire limite	4,6
Insécurité alimentaire modérée	3,2
Insécurité alimentaire sévère	2,7
Ensemble	4,3

Les ménages en insécurité alimentaire consomment des aliments issus en moyenne, de 3 groupes d'aliments contre 5 groupes chez ceux qui sont en sécurité alimentaire. Par ailleurs, plus l'alimentation est diversifiée, plus les ménages sont en sécurité alimentaire.

4) Bien-être

La vulnérabilité économique des ménages peut aussi être appréhendée à partir de leur bien-être, mesuré par le type et le nombre de biens ou actifs qu'ils possèdent. Une sélection de 22 actifs ou biens pertinents et possédés par les populations à l'étude, a permis de construire, par analyse en composantes principales, un indice composite qui donne une idée sur le bien-être des ménages enquêtés. Ils se dégagent cinq groupes de bien-être (quintiles). Ainsi, les ménages ayant un niveau de bien-être très faible sont dépourvus de la quasi-totalité des biens/actifs de référence tandis que ceux qui ont un niveau de bien-être très élevé les possèdent presque tous.

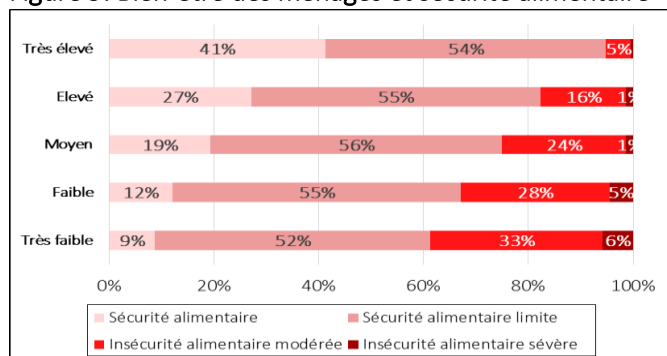
Tableau 8: Niveau de bien-être des ménages

	Niveaux de bien-être				
	<i>Très faible</i>	<i>Faible</i>	<i>Moyen</i>	<i>Elevé</i>	<i>Très élevé</i>
Adamaoua	16%	18%	23%	23%	20%
Est	13%	21%	19%	23%	23%
Extrême-Nord	28%	27%	17%	14%	14%
Nord	20%	18%	20%	20%	22%

Dans la région de l'Extrême-Nord, plus de la moitié des ménages ont un niveau de bien-être *très faible* (28%) ou *faible* (27%). De plus, 36% des ménages dont le niveau de bien-être est *très faible* et 32% de ceux dont le niveau de bien-être est

faible sont dans la région de l'Extrême-Nord. Dans le Nord, 38% de ménages ont un niveau de bien-être *très faible* ou *faible*. En outre, 29% des ménages dont le niveau de bien-être est *très faible* et 24% de ceux dont le niveau de bien-être est *faible* sont dans la région du Nord. Dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est, 34% de ménages ont un niveau de bien-être *très faible* ou *faible*. La moitié des ménages dirigés par les femmes ont un niveau de bien-être *faible* à *très faible* contre seulement 38% dans les ménages dirigés par les hommes. L'insécurité alimentaire est caractéristique des ménages démunis de certains biens parmi lesquels la table, la chaise, la radio, la charrue/charrette, le téléphone portable, moto, moulin, etc...

Figure 9: Bien-être des ménages et sécurité alimentaire



Le niveau de sécurité alimentaire se détériore à mesure que le niveau de bien-être diminue. En effet, 39% de ménages dont le niveau de bien-être *très faible* sont en insécurité alimentaire dont 6% sous la forme sévère. Pareillement, 33% de ménages de niveau de bien-être *faible* sont en insécurité alimentaire. Aussi, un quart de ménages de niveau de bien-être *moyen* sont en insécurité alimentaire. 18% des ménages de niveau de bien-être *élevé* sont en insécurité alimentaire.

Seulement 5% des ménages de niveau de bien-être *très élevée* sont en insécurité alimentaire.

5) Revenus

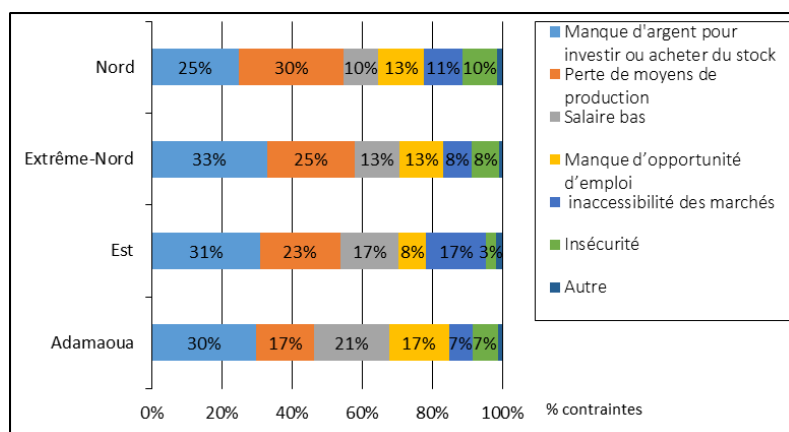
L'instabilité du revenu augmente donc les chances de tomber en insécurité alimentaire sans doute du fait que les ménages concernés ne peuvent en tout temps, avoir accès au marché dont ils dépendent grandement sur le plan alimentaire comme établi plus haut. Neuf ménages enquêtés sur dix ont déclaré avoir des revenus instables. Un quart de ces ménages sont en insécurité alimentaire contre seulement 16% parmi ceux dont les revenus sont stables.

Tableau 9: Instabilité des revenus et insécurité alimentaire

	Revenus instables	Revenus stables
Sécurité alimentaire	20%	36%
Sécurité alimentaire limite	55%	48%
Insécurité alimentaire modérée	22%	15%
Insécurité alimentaire sévère	3%	1%

Par ailleurs, pour six ménages sur dix, les revenus sont à la baisse par rapport à l'année dernière, limitant davantage leurs capacités à accéder au marché notamment alimentaire.

Figure 10: Contraintes aux activités génératrices de revenus



Cette incertitude sur les revenus résulte des contraintes qui pèsent sur les activités génératrices de ces revenus, notamment:

- 1) Le manque d'argent pour investir (29% de réponses contre 30% en 2015) qui concerne 56% ménages dans les quatre régions,
- 2) La perte des moyens de production (24% de réponses contre 30% en 2015) concernant 45% concernés
- 3) Le manque d'emploi ou des salaires bas (13% de réponses contre 13% en 2015) concernant 24% ménages.

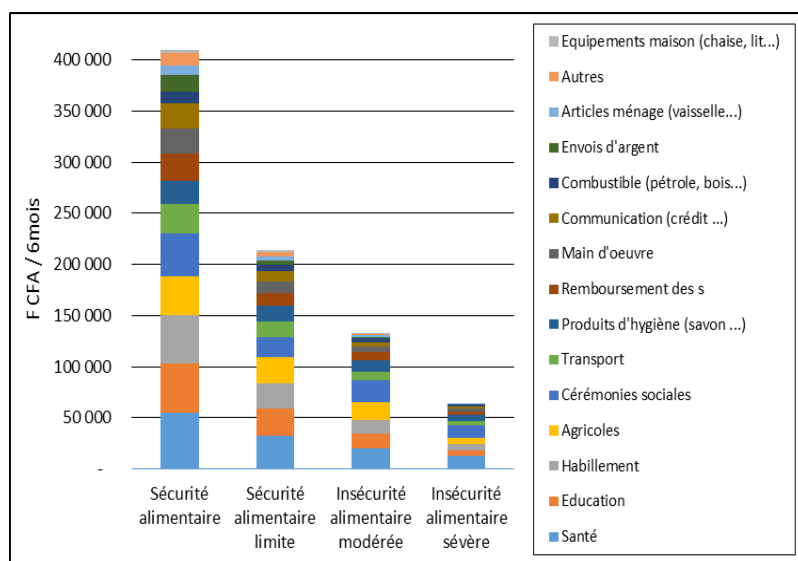
Dans l'Adamaoua, 40% de ménages en sont victimes. Lors des discussions de groupe, les populations de cette région se sont particulièrement plaintes de la baisse de leurs revenus due à la chute du cours du Naira au Nigeria et à la baisse de la production agricole. Les éleveurs en souffrent car les prix du bétail ont considérablement chuté du fait d'une offre extérieure abondante.

- 4) L'inaccessibilité des marchés (11% de réponses contre 9% en 2015) concernant 20% ménages
- 5) La baisse de rentabilité des produits agropastoraux (15% de réponses contre 8% en 2015) qui touche 28% de ménages.
- 6) L'insécurité (7% de réponses contre 6% en 2015) dont souffrent 13% des ménages concernés

6) Dépenses

Sur une période donnée, l'ampleur des dépenses d'un ménage sur certains postes donne des indications sur son statut de sécurité alimentaire. En effet, les ménages pauvres ne peuvent se permettre que certains types de dépenses et à une certaine hauteur. Au cours des six mois précédents l'enquête, les ménages qui ont peu dépensé sur les postes non alimentaires sont souvent en insécurité alimentaire (en moyenne 132 199 F CFA pour l'insécurité alimentaire modérée et 64 441 F CFA pour l'insécurité alimentaire modérée sévère que ceux qui ont déboursé plus d'argent pour ces mêmes postes (en moyenne 132 199 F CFA pour la sécurité alimentaire limite et 64 441 F CFA pour la sécurité alimentaire limite).

Figure 11: Dépenses semestrielles et insécurité alimentaire



Relativement aux dépenses non alimentaires, la sécurité alimentaire semble s'améliorer, à mesure que les dépenses semestrielles allouées au transport augmentent. Cette part représente en moyenne 4% à 7% des dépenses non alimentaires, selon que le ménage est en insécurité alimentaire ou en sécurité alimentaire. Il en est de même de la part des dépenses destinées à l'envoi d'argent à des personnes dont les ménages ont la charge qui représente en moyenne de 0% à 3% des dépenses non alimentaires, selon que le ménage est en insécurité alimentaire ou sécurité

alimentaire.

7) Dettes

S'endetter est un signe de manque de moyens, mais également une opportunité à laquelle seulement une partie des ménages a accès. Sur les 6 mois précédents l'enquête, plus de la moitié des ménages enquêtés ont contracté des dettes dans les quatre régions à l'étude (53%), habituellement auprès de parents ou d'amis. De tels ménages sont majoritaires dans la région de l'Extrême-Nord (72%) et l'Adamaoua (51%). Ces emprunts ont permis à 22% de ménages d'acheter des aliments, à 14% de ménages à payer les frais de santé ou d'éducation et à 8% de ménages à acheter des intrants agricoles. L'insécurité alimentaire est plus présente dans les ménages ayant contracté une dette pendant cette période. En effet, 72% de ménage en insécurité alimentaire sévère et 59% de ménages en insécurité alimentaire modérée ont contracté une dette contre 53% en sécurité alimentaire limite et 47% en sécurité alimentaire. Par ailleurs, environ un ménage sur quatre ayant contracté une dette est en insécurité alimentaire (27%) tandis que plus de la moitié de tels ménages sont en insécurité alimentaire modérée. Aussi, environ six ménages sur dix qui sont en insécurité alimentaire sévère ont contracté une dette pour satisfaire les besoins alimentaires (59%). Environ 4 ménages sur 10 en insécurité alimentaire modéré ont contracté une dette pour satisfaire les besoins alimentaires (37%). 43% de ménages ayant usé de cette pratique sont en insécurité alimentaire.

8) Groupes de moyens d'existence (GME)

Pour constituer leur capital financier, les ménages combinent plusieurs sources de revenu. En fonction de l'importance relative de leurs trois principales sources de revenus, les ménages ont été classés en dix groupes de moyens d'existence :

1. Production agricole
2. Petits métiers (mécanicien ,électricien, etc)
3. Transporteur (propriétaire)
4. Travail journalier & Ressources naturelles (bois, paille, poisson, or)
5. Commerce
6. Aide, dons (en nature/vivres)
7. Production d'élevage
8. Petit commerce/Vendeur ambulant
9. Salarié du public
10. Salarié du privé

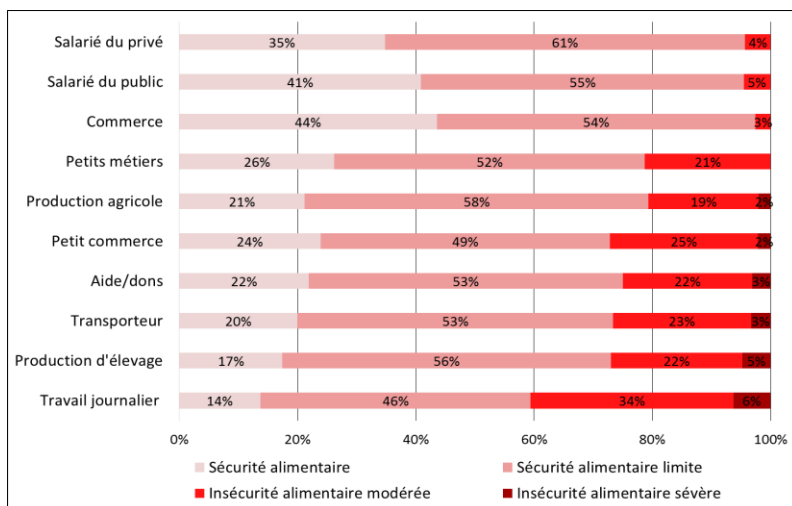
Agriculteurs : Dans les quatre régions à l'étude, les agriculteurs sont les plus nombreux et représentent 50% de la population totale. Ils sont 82% dans l'Est, 46% dans l'Adamaoua, 42% le Nord et 31% dans l'Extrême-

Nord. La production agricole (76%) contribue grandement au revenu des agriculteurs mais le petit commerce (5%) peut aider à compléter leurs ressources financières. Par ailleurs, le niveau de bien être est faible ou très faible pour 42% de ces ménages. Un ménage d'agriculteurs sur cinq (21%) est en insécurité alimentaire, dont 2% en insécurité alimentaire sévère.

Travailleurs journaliers: Les ménages qui tirent leurs revenus du travail journalier (agricole ou non) représentent environ 16% de l'ensemble. Ils sont 16% dans l'Adamaoua, 28% dans l'Extrême-Nord, 17% le Nord et 5% dans l'Est. Leurs revenus proviennent essentiellement de petits travaux réalisés ponctuellement (35%) et de provenant de la vente des ressources naturelles (33%) comme le bois, la paille, l'or, le poisson, etc. Ces ménages vendent aussi des produits agricoles (à la hauteur de 8%).

La coupe illégale du bois dépasse la limite des droits d'usage dans plusieurs villages. Dans l'Est (Boumba et Ngoko et Lom et Djerem), les artisans miniers sont analphabètes et extrêmement pauvres. Ils vivent dans un cercle vicieux fait d'endettement (Betare Oya et Bohanto). Ils sont particulièrement touchés par le paludisme, les infections de la peau, les diarrhées, la malnutrition. Leurs revenus sont aléatoires et très fluctuants. Ils représentent le GME le plus affecté par l'insécurité alimentaire: 56% de ces ménages sont caractérisés par un niveau de bien être faible ou très faible et 41% de tels ménages sont en insécurité alimentaire dont 6% en insécurité alimentaire sévère.

Figure 12: Groupes des moyens d'existence et insécurité alimentaire



Petits commerçants : Les petits commerçants ou vendeurs ambulants représentent environ 9% dans l'ensemble des quatre régions et sont concentrés dans l'Extrême-Nord (12%), le Nord (10%) et l'Adamaoua (8%). Un quart de ménages dirigés par les femmes vivent grâce au petit commerce contre 6% dans les manages ayant à leur tête un homme. Leurs revenus proviennent essentiellement du petit commerce (à la hauteur de 70%) et secondairement de la production agricole (11%). Dans ce GME, le niveau de bien-être est faible ou très faible

pour 45% des ménages. Un peu plus d'un ménage de petits commerçants sur quatre (27%) est en insécurité alimentaire dans les régions considérées, dont 2% en insécurité alimentaire sévère.

Petits métiers : Les ménages qui vivent de petits métiers (artisan, mécanicien, électricien) représentent environ 6% dans l'ensemble des quatre régions, 9% dans le Nord, 7% dans l'Extrême-Nord et 5% dans l'Adamaoua. Leurs revenus proviennent essentiellement de petits métiers (à la hauteur de 72%) et parfois de la production agricole (8%). Dans ce GME, le niveau de bien-être est faible ou très faible pour 21% des ménages. Un peu plus d'un ménage de ceux qui pratiquent de petits métiers sur cinq (21%) est en insécurité alimentaire dans l'ensemble des régions considérées.

Éleveurs : les éleveurs représentent 6% dans les quatre régions et sont concentrés dans l'Adamaoua (11%), l'Extrême-Nord (8%) et le Nord (5%). Ils tirent leurs revenus principalement de la production d'élevage (à la hauteur de 68%) et subsidiairement de la production agricole (19%). Dans ce GME, le niveau de bien-être est faible ou très faible pour 38% des ménages. Un peu plus d'un ménage d'éleveurs sur quatre (27%) est en insécurité alimentaire dans les régions considérées, dont 5% en insécurité alimentaire sévère.

Dans l'Adamaoua, les populations se plaignent de la baisse des revenus de leur ménage pour les raisons suivantes : chute du cours du Naira et baisse du prix des bovins. Dans l'Est ; seulement une minorité de la population pratique l'élevage bovin qui est assez rémunérateur. La majorité de la population pratiquent les autres types d'élevage (caprin ; porcin ; volaille) mais davantage pour les besoins de grands événements culturels (mariages, baptêmes)

9) Taille des terres cultivables

Les ménages qui cultivent des petites surfaces agricoles sont davantage en insécurité alimentaire que ceux qui mettent en valeur des grandes superficies : un ménage sur cinq ayant semé sur une surface de moins d'un hectare est en insécurité alimentaire et la tendance est la hausse lorsque la taille des parcelles augmente.

10) Bénéficiaire d'une assistance humanitaire récente

L'assistance humanitaire reçue au cours des six derniers mois ne garantit pas toujours la sécurité alimentaire du ménage. En effet, 34% de ménages ayant bénéficié d'une assistance humanitaire au cours de cette période sont en insécurité alimentaire. Le type d'assistance et l'utilisation qui en a été faite au sein du ménage peuvent justifier ce résultat peu favorable. Par ailleurs, les ménages dirigés par les femmes ont davantage bénéficié d'une assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois (11,3%) que ceux dirigés par les hommes (6,4%).

3.6 Situation des marchés

Dans les quatre régions à l'étude, les marchés fonctionnent globalement bien tout au long de l'année. Les approvisionnements et l'accès physique sont souvent perturbés par la multiplicité des points de contrôle, les conditions météorologiques défavorables en saison des pluies et les incidents de sécurité

3.6.1. Accès physique

La majorité des villages enquêtés ne disposent pas de marchés et les populations doivent faire leurs achats ou leurs ventes dans les marchés des villages voisins. Par ailleurs, certains grands bassins de production sont inaccessibles. Dans l'Est par exemple, le mauvais état des routes limite l'accessibilité aux marchés de Mbang, Batouri et Yokadouma. L'amélioration des infrastructures routières pourrait renforcer les disponibilités sur les marchés. Dans l'extrême-Nord, les marchés locaux de certains départements restent fermés à cause de la menace permanente des attentats suicides dus à Boko Haram. Dans l'Adamaoua, les activités sont au ralenti dans les marchés frontaliers.

3.6.2. Disponibilité et approvisionnement

Au moment de l'enquête, les principaux marchés étaient relativement bien approvisionnés en principales denrées alimentaires. Le mil, le maïs, l'arachide et le niébé sont les denrées les plus échangées dans les différents marchés. Plus de la moitié des commerçants n'a pas changé de source de ravitaillement au cours des douze derniers mois. Dans l'Extrême-Nord et le Nord, les commerçants s'approvisionnent auprès de fournisseurs proches et l'insécurité ne semble pas représenter une contrainte majeure pour eux. Leurs ventes ont augmenté du fait de la demande croissante des consommateurs dans le district. Les interventions de l'état et de ses partenaires telles que la vente à prix social et les distributions de vivres ne semblent pas avoir eu un impact sur les activités des commerçants.

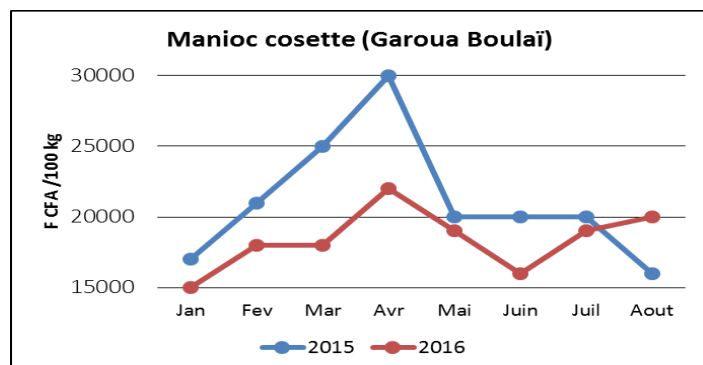
Une évaluation récente sur le marché et le genre¹¹ a montré que dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun, Généralement, les hommes sont des grossistes tandis que les femmes sont des détaillants. De plus, les intermédiaires sont très souvent des hommes et ont un fort pouvoir d'influence sur les acheteurs et les vendeurs. Dans la filière mil par exemple, les hommes sont généralement les propriétaires de champs et assurent la manutention et le transport alors que la transformation en bière locale est quasiment réservée aux femmes. Pour le mil, les détaillants sont majoritairement les hommes tandis que pour les légumineuses (arachide, niébé), ce sont davantage les femmes. Les propriétaires des magasins donnés en location dans les marchés sont toujours les hommes. Le triage est toujours assuré par les femmes, parfois avec les jeunes enfants. Il s'avère donc opportun d'accompagner les opérateurs de marché en vue de contractualiser avec des femmes grossistes de taille modeste pour consolider leur position dans leur filière, ou des coopératives de femmes, spécifiquement dans des domaines dévolus, à priori, aux hommes.

¹¹ Genre et analyse des marchés et filières alimentaires dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun. Yossa Thaddée, Juillet 2016

3.6.3. Prix des denrées alimentaires

Dans les marchés de l'Adamaoua, les prix de 2016 ont été plus bas ou égaux à ceux de 2015. Les produits majeurs que sont le maïs, l'arachide, l'oignon s'écoulent difficilement vers les pays voisins et les autres régions du Cameroun.

Figure 13: Prix du maïs à Ngalm Tignere depuis 2012 (Adamaoua)

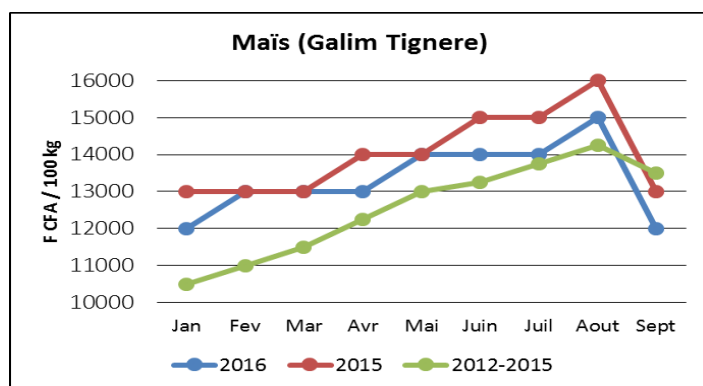


Le niveau des stocks et les prix pratiqués sur les différents marchés de l'Adamaoua peuvent s'expliquer par la production de la campagne agricole 2015, ensuite par la dévaluation du Naira¹², qui a affaibli le pouvoir d'achat des commerçants nigériens les dissuadant de venir s'approvisionner au Cameroun. En outre, du fait de la grippe aviaire, les grands éleveurs du Sud Cameroun n'ont pas acheté le maïs en abondance comme d'habitude. Par ailleurs, la demande extérieure (Guinée, Nigéria) de

l'arachide et de l'oignon a baissé.

Dans les marchés du Nord, des flux sortants n'ont pas été constatés et les produits agricoles sont disponibles dans toutes les localités à des prix relativement en baisse par rapport à l'année dernière. Ainsi, le sac de maïs de 100 kg qui coûtait 13 000F à 15 000F en janvier-juin 2015 est passé de 12 000F à 14 000F en 2016 à la même période. De même, l'arachide coûtait 35 000F à 45 000F en janvier-juin 2015 contre 24 000F à 32 000F en 2016 à la même période. L'oignon est passé de 25 000F à 35 000F en janvier-juin 2015 contre 20 000F à 15 000F en 2016. Pour les grossistes, le prix d'un sac d'arachides coûtait au stockage 25000–30000 F en 2015 à cette même période. Actuellement il coûte 17 000 FCFA. Ceci est dû à l'insécurité qui prévaut aux frontières avec la limitation des flux des produits sortant hors de la région.

Figure 14: Prix du manioc cosette à Garoua Boulai (Est)



Le prix du kilogramme de viande a relativement baissé, de 2000 à 1500FCFA car le prix d'un bœuf moyen a baissé de 20% par rapport à l'année dernière du fait d'une offre abondante suite à la libre circulation du bétail provenant des pays limitrophes (Tchad, Soudan, Nigeria....) vers le sud, au détriment du bétail régional. Dans la plupart des marchés, la monnaie d'échange est le FCFA mais dans les zones frontalières au Nigéria (Dembo, Guirviza), le Naira dont le taux de change fluctue

régulièrement est utilisé.

Dans l'Extrême-Nord, la hausse saisonnière des prix des céréales n'a pas été observée pendant la période de soudure actuelle. Les prix d'un sac (100kg) du maïs et de mouskwari sont restés en déca de 20 000 F CFA alors qu'à la même période l'année dernière, ils étaient à plus 25 000 F CFA.

Termes de l'échange des céréales

Compte tenu de la baisse des prix du bétail, le pouvoir d'achat des éleveurs a indéniablement baissé, détériorant par la même occasion leur terme de l'échange vis-à-vis des céréales dont les prix sont restés relativement stables par rapport à l'année dernière.

¹² Monnaie nigériane : Environ 700 F CFA pour 1000 F CFA

4. CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

4.1 Contraintes du monde rural

Dans les régions de l'Est, Nord et Extrême-Nord, 90% des ménages ruraux pratiquent l'agriculture.

Longueur de la soudure

Selon les résultats de l'évaluation de la campagne agricole et des disponibilités alimentaires dans les régions septentrionales, le déficit vivrier en EC est d'environ 50. 088 T dans la région de l'Extrême-Nord par rapport aux besoins. Il est plus prononcé dans le Logone et Chari (75.844T). Ce qui correspond à une couverture annuelle en besoin alimentaire de 5 mois sur 12. Il est donc clair que les populations les plus vulnérables de ce département ont connu une période de soudure précoce et plus longue que la normale qui ne devrait durer que 3 à 4 mois (juin à septembre). Le même raisonnement est applicable à d'autres départements et arrondissements de l'Extrême-Nord, notamment le Diamaré (Maroua I, Maroua II, Maroua III), le Mayo Danay (Guere, Kaï-Kaï, Yagoua, Karhay).

De même, quatre départements sur les cinq que compte la région de l'Adamaoua ont présenté un bilan vivrier déficitaire pendant la campagne 2015/2016. Dans les arrondissements de Ngaoundal, Galim Tigere, Kontcha, Bankim, Banyo, Djohong, Meiganga, Ngaoui, les stocks paysans se sont épuisés précocement.

Tableau 10: Bilan vivrier 2015/2016 dans la région de l'Adamaoua

Département	Arrondissement	Population 2016	Disponibilités vivrières en EC (T)	Besoins alimentaires annuels (T)	Besoins alimentaires mensuels (T)	Nombre de mois de couverture	Ecart	Part des céréales
DJEREM	Ngaoundal	94 397	4 139	18 950	1 579	3	- 14 811	54%
	Tibati	150 112	18 902	30 135	2 511	8	-11 233	58%
	Djerem	244 509	23 042	49 085	4 090	6	-26 044	57%
FARO ET DEO	Galim Tigere	38 193	2 624	7 667	639	4	- 5 043	89%
	Kontcha	9 166	786	1 840	153	5	- 1 054	87%
	Mayo Baleo	21 360	7 159	4 288	357	20	2 871	64%
	Tignere	46 647	13 589	9 364	780	17	4 224	85%
	Faro Et Deo	115 365	24 157	23 160	1 930	13	998	79%
MAYO-BANYO	Bankim	90 298	6 253	18 127	1 511	4	- 11 875	76%
	Banyo	139 580	5 074	28 021	2 335	2	- 22 947	56%
	Mayo-Darle	30 039	14 893	6 030	503	30	8 863	53%
	Mayo-Banyo	259 917	26 219	52 178	4 348	6	-25 959	59%
MBERE	Dir	45 953	20 500	9 225	769	27	11 275	40%
	Djohong	27 062	1 814	5 433	453	4	- 3 619	52%
	Meiganga	151 673	5 164	30 448	2 537	2	- 25 284	43%
	Ngaoui	32 223	824	6 469	539	2	- 5 645	23%
	Mbere	256 911	28 303	51 575	4 298	7	- 23 272	41%
VINA	Belel	49 514	38 999	9 940	828	47	29 059	72%
	Martap	31 962	5 575	6 416	535	10	-841	85%
	Mbe	22 503	3 239	4 518	376	9	-1 278	57%
	Nganha	36 263	8 847	7 280	607	15	1 568	90%
	Ngaoundere I	114 759	4 841	23 038	1 920	3	- 18 197	69%
	Ngaoundere II	114 627	2 018	23 011	1 918	1	- 20 994	34%
	Ngaoundere III	23 932	3 483	4 804	400	9	- 1 322	38%
	Nyambaka	37 024	9 564	7 433	619	15	2 131	76%
Vina	430 583	76 566	86 439	7 203	11	- 9 874	72%	

Source : CFSAM

Même dans la région du Nord, les arrondissements de Béka, Garoua 1^{er} et Garoua 2^{eme} ont présenté des déficits vivriers lors de la campagne 2015/2016.

En tout état de cause, la probabilité que les populations de telles zones tombent en insécurité alimentaire est élevée lorsqu'on tient en compte le taux de pauvreté élevé de ces régions qui limite les chances qu'elles s'approvisionnent sur le marché, quelque soit le niveau des prix.

Taille réduite des superficies agricoles

Avec des superficies cultivées de petite taille, l'agriculture vivrière est pour la subsistance dans les régions à l'étude et les productions ne suffisent pas toujours à couvrir les besoins alimentaires pendant toute l'année, surtout dans les régions situées dans la bande sahélienne. Environ un ménage sur quatre a en effet semé moins d'un hectare tandis que pour 36% de ménages, la superficie emblavée est comprise entre 1 et 2 hectares. Dans ces conditions, certains petits producteurs consomment la totalité de leur stock et sont obligés d'acheter des semences à chaque nouvelle saison. Dans les régions septentrionales, les inondations et l'arrivée des réfugiés et des personnes déplacées internes, ont en outre, affecté la disposition des espaces cultivables et réduit leur taille. Dans la région de l'Est, le matériel agricole manque pour augmenter les superficies emblavées: Dans la zone de forêt de l'Est, les superficies cultivées sont petites, faute de matériels adéquats pour défricher et abattre de grands arbres. Dans l'arrondissement de Mbang, les espaces agricoles sont réduits du fait de l'envahissement des sociétés forestières.

Développement agricole limité

Les principales cultures pratiquées dans la région du **Nord** sont le maïs, arachide, sorgho, coton, soja, riz, niébé, sésame et légume. Pendant la campagne en cours, les inondations ont occasionné des dégâts sur les cultures (zones de Mbouli, Tamba, Boumedje, Sabongari) et les animaux (bovins, éléphant, hippopotame, singes) en ont dévastées dans plusieurs localités du Mayo- Rey (Sodecoton II, Niger Takarou, Vokzome...). D'autres contraintes pèsent sur l'agriculture dans le Nord, notamment la faible fertilité des sols (Guirviza, Kong Kong, Babessa), le manque de moyens financiers pour acquérir des intrants et des équipements agricoles, la pluviométrie capricieuse (pluies tardives et très abondantes), les conflits agropastoraux et la prédominance de mauvaises herbes telles que le STRIGA.

Dans la région de l'**Adamaoua**, le maïs, le manioc, les ignames, les légumes, les arachides et le haricot sont majoritairement cultivés. Les conflits agropastoraux liés à la non répartition des zones d'agriculture et d'élevage, la baisse des rendements, l'insécurité, l'attaque des insectes/animaux et l'inaccessibilité à certains grands bassins de production pèsent sur l'agriculture. Les populations restent très peu informées sur les programmes de financement du MINADER et sur les bonnes techniques agricoles. Les ménages sollicitent de meilleurs outils et intrant agricoles. Les agriculteurs de l'Adamaoua souffrent de la baisse de rendement qui est liée à la baisse de la fertilité des sols ou à la dégénérescence des semences. Dans les Départements du Djerem et du Faro et Déo, les prix des intrants agricoles sont élevés du fait du mauvais état des routes qui augmente le coût du transport à partir des points d'approvisionnement de Bafoussam et de Ngaoundéré¹³. Ils cèdent aussi au découragement du fait de l'insécurité qui a poussé bons nombres d'entre eux à abandonner les champs. L'agriculture de contre saison (à cycle court) prend de plus en plus de l'ampleur dans la région et permet aux ménages d'être relativement résilients pendant la période de soudure. Les éleveurs s'adonnent de plus en plus l'agriculture dans cette région.

Dans la région de l'**Est**, les populations pratiquent l'agriculture vivrière (manioc, maïs, arachide, concombre, banane plantain, macabo) et l'agriculture de rente (cacao, café, tabac). Les jeunes se désintéressent à l'activité agricole au profit des petits métiers et la recherche de l'or. On note aussi la destruction des champs par les sociétés minières (à Ndembodio dans la Kadey par exemple).

Dans presque tous les villages, une longue saison sèche s'est installée pendant la campagne agricole en cours occasionnant une invasion massive des chenilles et des boreurs de tiges. Des pertes de plus de 50% ont été enregistrées sur les cultures telles que le maïs, le plantain, le cacao et les arachides. La pourriture a abondamment attaqué le manioc. De plus environ 50% des champs ont été dévastés par les bœufs surtout dans les départements du Lom et Djerem (Bohanto), de la Kadey et faiblement dans la Boumba et Ngoko. Dans la région de l'Est, la pratique de l'agriculture est confrontée à de nombreuses difficultés parmi lesquelles le manque d'encadrement technique, le manque de pesticides et l'insécurité qui a confiné les animaux dans les

¹³ A Ngaoundéré, principal point de ravitaillement pour les localités et Départements voisins. Les prix des engrais ont connu des baisses de l'ordre de 3000 à 4000 FCFA par sac de 50 kg par rapport au premier semestre 2015.

zones agricoles rendant difficile la pratique de l'agriculture et augmentant les conflits agropastoraux dans les départements du Lom et Djerem et de la Kadey.

Dans la région de l'**Extrême-Nord**, l'agriculture porte essentiellement sur les céréales (sorgho, maïs) et les légumineuses (niébé, arachide). L'insécurité due à Boko- Haram a contribué à la réduction d'environ 15% des superficies emblavées des céréales par rapport à la situation des années normales, d'avant la crise. Dans l'Arrondissement de Kolofata et environs, les agriculteurs ont laborieusement mené leurs activités de production, en navette entre leur site de déplacement et leurs parcelles, sous la menace des agressions ou des attentats. Dans l'Arrondissement de Tokombere, les agriculteurs ont été confrontés à une campagne agricole tumultueuse en termes de précipitation. Dans le département du Logone et Chari, les paysans ont éprouvé des difficultés à constituer les fonds de démarrage de la campagne (engrais, pesticide et carburant) du fait du coût élevé des pesticides vendus sur le marché qui, du reste, sont souvent de mauvaise qualité. Des cultures y ont été aussi dévastées par les pachydermes (hippopotames, éléphants) et les dromadaires. Dans le département du Mayo Danay, les intrants agricoles restent également inaccessibles à cause de leurs coûts exorbitants et du fait que les non producteurs de coton ne reçoivent pas des intrants de la SODECOTON.

Elevage limité

L'élevage constitue une activité importante pour les populations à l'étude. Dans l'**Extrême-Nord**, la plupart des ménages agricoles pratiquent l'élevage des petits ruminants et de la volaille. L'élevage de bovins est davantage pratiqué par quelques ménages élités. Les épizooties et le manque de pâturage constituent les plus grands obstacles au développement du secteur.

Dans le **Nord**, la majorité des ménages pratiquent l'élevage traditionnel. Les espèces élevées sont les bovins, les assins, les petits ruminants, les porcins et les volailles. Moins de 50% de ménages font l'élevage des bovins tandis plus de 50% font dans les petits ruminants et plus de 80% pratiquent l'élevage de la volaille. Les principales contraintes à la pratique de l'élevages sont le vol, le tarissement des points d'eaux d'abreuvement en saisons sèche, les maladies (épizooties), l'insécurité et les coupeurs de route qui agressent les bergers dans les pâturages et les feux de brousse.

Dans l'**Adamaoua**, plus de 90% des ménages pratiquent l'élevage de la volaille. Ensuite, viennent l'élevage des petits ruminants et enfin l'élevage des bovins. Ce sont les femmes qui pratiquent majoritairement l'élevage des poulets. Les éleveurs pratiquent de plus en plus l'agriculture dans cette région. Les secteurs de la volaille et des caprins souffrent beaucoup des épizooties tandis que l'insécurité due aux coupeurs de route et l'accès aux pâturages frappent durement l'élevage des bovins. De plus, la chute du prix des bovins dans toute la région crée un grand ralentissement dans l'activité. L'élevage se pratique essentiellement de manière traditionnelle et les populations sont très peu informées des bonnes pratiques et du traitement des épizooties.

Dans l'**Est**, le petit élevage est pratiqué par la quasi-totalité des ménages dans les villages visités. Il s'agit principalement les petits ruminants (chèvres, moutons) ; la volaille et les porcs. L'élevage est de type traditionnel extensif et les animaux sont laissés en divagation. Les éleveurs de volaille ont perdu presque la totalité de leurs basses cours au cours de l'année suite à des épizooties récurrentes dans la zone pendant la saison sèche. On a également signalé la présence de la peste porcine qui a dévasté le cheptel dans tous les villages visités. L'élevage est traditionnel et souffre d'un manque de suivi vétérinaire dans les villages. Seuls les bovidés sont suivis et sont constamment vaccinés. Ce manque d'encadrement par les services vétérinaires, les épizooties et les pestes animales ont découragé certains éleveurs ou instauré un élevage itinérant d'un village à un autre. De plus, la divagation des animaux dans les villages rend le suivi difficile par les services vétérinaires et accroît le risque de propagation de maladie.

4.2 Manque d'infrastructure-Santé

Les problèmes de la santé demeurent quasiment les mêmes qu'en 2015 dans les régions à l'étude. Plusieurs villages visités ne disposent pas de centres de santé et la majorité de la population doit parcourir de longues distances pour se faire soigner dans le village voisin ou à l'hôpital de district le plus proche. Outre la distance, le manque de médicaments et de personnel qualifié sont les principales difficultés du secteur de la santé qui se répercutent sur la population. Par ailleurs, le manque d'argent pour payer les médicaments et les traitements représente une contrainte majeure pour les populations.

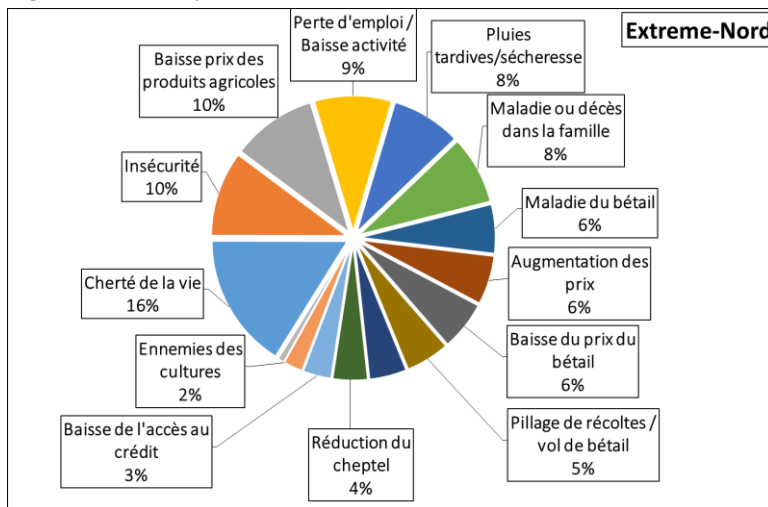
4.3 Manque d'infrastructure-Education

La plupart des villages enquêtés disposent d'une école primaire. Les principaux problèmes de l'éducation sont le manque de moyens pour supporter les coûts y afférents, le manque de personnel et d'infrastructures scolaires. Les établissements secondaires sont éloignés des villages et dans les familles démunies, les enfants doivent parcourir de longues distances pour s'y rendre. Il en résulte un taux d'absentéisme et d'abandon élevé.

4.4 Chocs récents

Dans les régions à l'étude, les populations ont été confrontées à diverses difficultés qui affectent relativement leur capacité à subvenir à leurs besoins alimentaires. Au cours des six mois précédant l'enquête, la maladie ou le décès d'un membre de la famille, la vie chère, le pillage des productions agropastorales et la baisse des prix des produits agricoles ont en effet éprouvé plusieurs ménages.

Figure 15: Principaux chocs dans l'Extrême-Nord

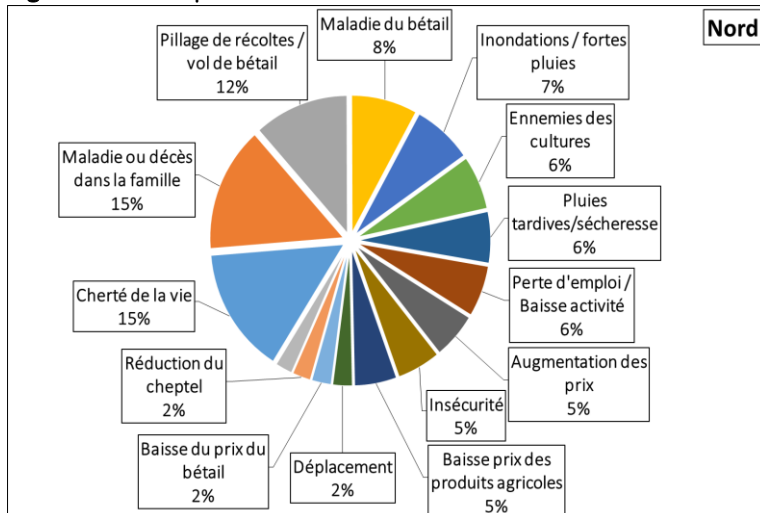


Extrême- Nord : La cherté de la vie (16%), l'insécurité (10%) et la baisse des prix des produits agricoles (10%) sont les principales difficultés relevées par les populations de l'Extrême-Nord.

Selon ECAM¹⁴ 4, la région de l'Extrême-Nord présente le taux de pauvreté le plus élevé du Cameroun (74,3%) et la situation semble s'aggraver au fil du temps (nette augmentation de plus de 5 points par rapport à 2007). Les opportunités de travail manquent et les revenus sont instables. Les mouvements de population qui fuient la menace de Boko Haram ont

exacerbé la pression sur les ressources telles que l'emploi, les terres cultivables, les pâturages et les points d'abreuvement des animaux. Malgré la relative baisse des prix sur les marchés, le pouvoir d'achat des populations reste faible et ne leur permet pas d'accéder aisément au marché dont ils dépendent grandement pour s'approvisionner en denrées de consommation. Par ailleurs, la baisse prix des produits agricoles entraîne la baisse du revenu des ménages agricoles et par conséquent leur capacité à accéder au marché. La menace de Boko Haram reste présente dans la région et continue de porter un coup sur les activités et les moyens d'existence des populations.

Figure 16: Principaux chocs dans le Nord



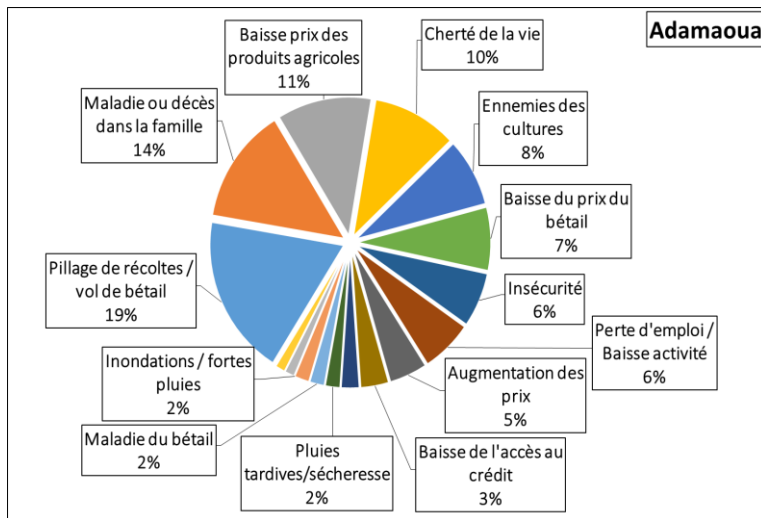
Nord : La cherté de la vie (15%), la maladie ou le décès dans la famille (15%) et le pillage des récoltes ou du bétail (12%) ont été principalement relevées par les populations du Nord.

Comme dans l'Extrême-Nord, la pauvreté limite l'accès des populations au marché et à la santé dans le Nord. Les ménages pauvres ont très peu de revenus et la minuscule part qu'ils allouent à leur santé est insuffisante pour des soins complets. Par conséquent, leurs membres sont très souvent malades, amenuisant ainsi leurs ressources et leur capacité à se nourrir

¹⁴ Enquête camerounaise auprès des ménages,

convenablement. Dans plusieurs villages visités (Mbouli, Guirviza, Kong Kong, Mbillare, Gorhignak, Neftingol...), les malades sont parfois les chefs de ménages ou des personnes actives qui ne peuvent plus travailler du fait de leur état sanitaire. Ce qui enfonce davantage le ménage dans la pauvreté.

Figure 17: Principaux chocs dans l'Adamaoua



Adamaoua : Le pillage des récoltes ou du bétail (19%), la maladie ou le décès dans la famille (15%), la baisse des prix des produits agricoles (11%), la cherté de la vie (10%) ont grandement éprouvé les populations de l'Adamaoua.

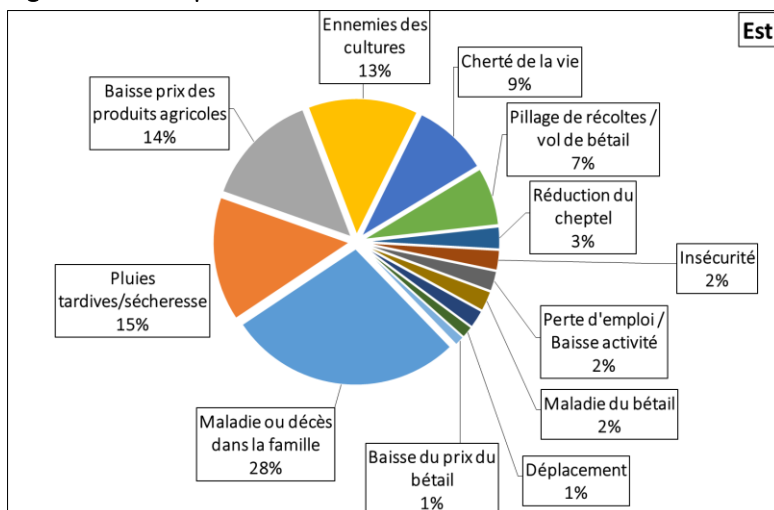
L'insécurité a limité la pratique des activités agropastorales dans cette région. Suite aux enlèvements et assassinats perpétrés dans la zone de Dir et Doualayel, les agriculteurs ne fréquentent quasiment plus les champs laissant libre cours à des vols. Dans le Département du Mbéré, le grand banditisme (prise d'otage) a

contraint les producteurs à abandonner les champs lointains plus productifs pour venir se confiner dans les champs situés aux alentours des villages moins productifs. Cette insécurité a même provoqué le déplacement des populations rurales vers les centres urbains entraînant une insuffisance de la main d'œuvre agricole.

Sur le plan du pillage, les conflits agropastoraux sont toujours signalés dans l'Adamaoua, avec une acuité dans le Département du Mbéré où les bœufs des migrants attaquent les cultures des populations d'accueil.

Sur la plan pastoral, la baisse drastique du prix du gros bétail de presque de moitié (de 600 000 F CFA en 2015 à 300 000 FCFA en 2016 pour un taureau de 6 ans) est défavorable aux éleveurs qui constituent le GME le plus prépondérant dans cette région.

Figure 18: Principaux chocs dans l'Est



Est : La maladie ou le décès dans la famille (28%), les pluies tardives (15%), la baisse des prix des produits agricoles (14%), les ennemies des cultures (13%) ont grandement éprouvé les populations de l'Est.

En matière de santé, la plupart des villages visités à l'Est ne disposent pas de centre de santé et leurs populations doivent parcourir de longues distances pour se faire soigner dans les grands villages ou les villes voisines. De plus, les formations sanitaires manquent de personnel qualifié et de médicaments.

Les maladies les plus fréquentes sont le paludisme en saison des pluies et les diarrhées et les infections respiratoires en saison sèche. Ceci à cause du manque de points d'eau potable dans la quasi-totalité des villages et de la poussière qui se déverse dans la quasi-totalité des villages situés le long des axes routiers régulièrement empruntés par les grumiers. De nombreux cas de personnes souffrant d'une hernie ont été signalés. Les personnes rencontrées se plaignent du coût élevé des soins médicaux qui réduisent leurs moyens à subvenir à d'autres besoins vitaux.

Sur le plan agricole, les populations la saison sèche a été longue pendant la saison en cours. Ce qui a occasionné une invasion massive des chenilles et des boreurs de tiges dans plus de 90% des villages entraînant des pertes de plus de 50% sur les cultures telles que le maïs, le plantain, le cacao et les arachides. Les cultures telles que le manioc ont été attaquées par la pourriture. De plus, environ 50% des champs ont été dévastés par les bœufs surtout dans le Lom et Djerem (Bohanto), la Kadey et la Boumba et Ngoko. Il faut également signaler la réduction des pâturages du fait de l'insécurité créée par les coupeurs de route dont le phénomène a été accentué depuis l'arrivée massive des réfugiés centrafricains. Cette insécurité a confiné les animaux dans les zones agricoles rendant difficile la pratique de l'agriculture et aggravant les conflits agropastoraux, surtout dans les départements du Lom et Djerem et de la Kadey.

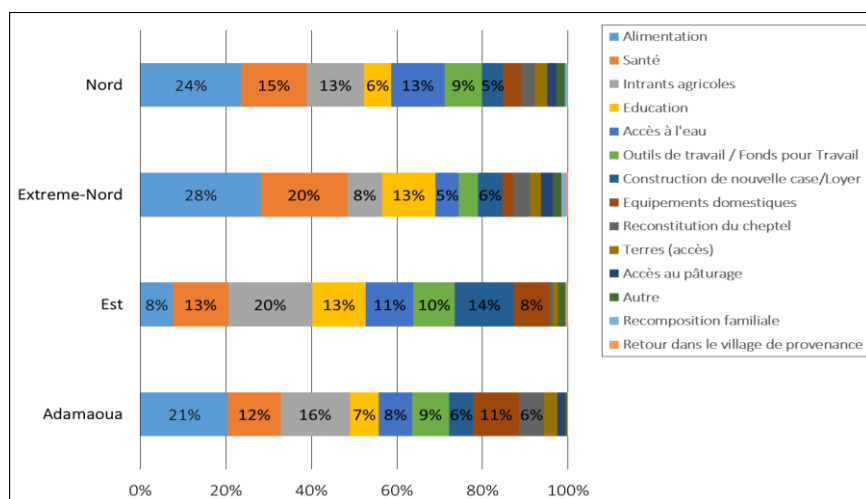
Globalement dans les quatre régions à l'étude, les conflits agropastoraux sont fréquents en particulier dans le Nord, l'Adamaoua et l'Est. En l'absence de consensus sur les zones de pâturage, les conflits apparaissent lorsque des dégâts sont perpétrés sur les cultures par les éleveurs ou lorsque les agriculteurs mettent les cultures le long des parcours ...¹⁵ Des conflits surviennent également le long des cours d'eau où les animaux viennent s'abreuver et piétinent des champs (manioc, arachide, légumes, ignames...) situés aux abords. Un autre conflit entre éleveurs et agriculteurs est lié aux blessures infligées sur les animaux par les agriculteurs dans les champs. L'arrivée des réfugiés centrafricains avec leurs animaux a davantage compliqué l'accès, la gestion et l'utilisation des espaces de pâturage le long de la route et autour des villages. Les conflits agropastoraux opposent en effet les agriculteurs et les éleveurs centrafricains, mais aussi ces derniers et les éleveurs citadins qui leur refusent l'accès aux espaces clôturés et même le mélange des animaux. La situation est d'autant plus préoccupante que la plupart des réfugiés n'envisagent pas rentrer en Centrafrique à moyen terme.

Pour la majorité des ménages, le choc subi a affecté leur capacité à satisfaire les besoins alimentaires. La remise des chocs peut être dure et longue.

5. PRIORITES DES POPULATIONS

Dans les régions à l'étude, les besoins prioritaires des populations portent essentiellement sur l'alimentation, les intrants agricoles, l'eau, la santé, l'éducation et les questions associées.

Figure 19: Principales priorités des ménages



Dans la région de l'Adamaoua, le besoin d'alimentation (21%) vient en premier lieu et fait suite à l'insécurité, aux pillages et à la baisse des prix de vente qui pèsent sur le secteur agropastoral dont elles dépendent majoritairement. Dans le même registre, les populations ont sollicité du matériel et des intrants agricoles (16%) pour préparer la prochaine campagne, notamment celles qui ont perdu leurs récoltes et ne

disposent pas de semences. Pour limiter les conflits agropastoraux, elles ont exprimé la nécessité d'établir une délimitation nette des zones d'agriculture et d'élevage. En matière de santé (12%), elles en ont appelé à la création de centres de santé et au recrutement du personnel qui pourraient contribuer à réduire les coûts liés à la santé dans une région où la maladie et le décès a affecté 28% de ménages au cours des 6 mois précédant l'enquête. La santé allant de pair avec l'eau, il va de soi que les populations de l'Adamaoua aient aussi demandé

¹⁵ Etude sur les conflits agro-pastoraux dans les régions camerounaises du Nord, Adamaoua et Est - Novembre 2015 [Kossouma Liba'a Natali, Géographe pastoraliste]

la création de points d'eau potable. Par ailleurs, en vue de les aider à créer ou renforcer leurs activités génératrices de revenus, les populations ont souhaité avoir accès au crédit.

Dans la région de l'**Extrême-Nord**, ce sont davantage l'alimentation (28%), la santé (20%) et l'éducation (13%) qui préoccupent les populations. Compte tenu du climat sécuritaire toujours délétère dans l'Extrême-Nord, quoiqu'en amélioration, il est légitime que les populations de cette région qui paient un lourd tribut à la suite des chocs climatiques, économiques et sociaux qu'ils vivent ces dernières années, indiquent l'alimentation comme leur besoin principal. La cherté de la vie, l'insécurité et la baisse des prix des produits agricoles entre autres chocs qui barrent l'accès d'une à une nourriture suffisante à frange importante de cette population. Les discussions avec les communautés ont permis de mettre en exergue les autres besoins classiques de cette région tels que l'accès à l'eau de consommation et les intrants agricoles.

Dans la région du **Nord**, l'alimentation (24%), la santé (15%), les intrants agricoles (13%) et l'accès à l'eau (13%) sont les besoins prioritaires exprimés par les populations pour affronter la cherté de la vie, les maladies et les vols de productions agropastorales. Certaines localités du Nord manquent de points d'eau à usage domestique (Babessa, Djongou, Kong-Kong, Bissoli, Mbillare...). Le tarissement des points d'eau à certaines périodes de l'année (à partir de du mois de février) contraint les populations à recourir à la consommation d'eau non potable du mayo entraînant la persistance des maladies hydriques. L'accès à l'éducation, le financement des activités génératrices de revenus et l'aménagement de la route Guirviza-Poli sont d'autres besoins évoqués par la population du Nord.

Dans la région de l'**Est**, les populations ont indiqué comme besoins prioritaires les intrants agricoles (20%), l'accès à la santé (13%), l'accès à l'éducation (13%) et l'accès à l'eau (10%). La construction des habitats (14%) y a été largement évoquée dans cette région, à la différence des autres régions qui en ont moins fait mention.

6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Est et de l'Adamaoua, la situation de la sécurité alimentaire reste préoccupante. Les différentes interventions ont surtout contribué à amortir les différents chocs qui ont frappé les populations (afflux de population, aléas climatiques, vols et pillages...) ces dernières années. La situation sécuritaire demeure fragile et les effets de ces chocs successifs continuent de menacer la sécurité alimentaire des populations vulnérables. Les régions à l'étude méritent encore l'attention nécessaire pour renverser durablement la tendance.

Une situation de la sécurité alimentaire préoccupante

Dans les régions à l'étude; environ un ménage sur cinq (24%) est en insécurité alimentaire dans les quatre régions de l'étude, dont 3% de manière sévère. Globalement, la sécurité alimentaire des populations semble s'être donc détériorée dans les 4 régions, passant de 19% en 2015 à 24% en 2016. Cela correspond à **2 466 000 personnes en insécurité alimentaire** dans les quatre régions à l'étude, dont **289 000 en insécurité alimentaire sévère**.

Tableau 11: Nombre de personnes en insécurité alimentaire (estimation)

	Population (proj. 2017)	Personnes en IA modérée	Personnes en IA sévère	Personnes en IA (sévère + modérée)
Adamaoua	1 239 784	423 465	61 224	484 689
Est	1 070 380	76 154	4 231	80 384
Extrême-Nord	4 332 531	1 275 236	179 841	1 455 076
Nord	2 652 839	401 416	43 632	445 049
Total	9 295 534	2 176 271	288 928	2 465 199

Consommation alimentaire : Dans les quatre régions à l'étude, presque trois ménages sur quatre (76%) ont une consommation alimentaire acceptable. La consommation alimentaire semble donc s'être détériorée en 2016 dans l'Adamaoua et le Nord comparée à 2015 - dans les régions de l'Extrême-Nord (35% contre 38% en 2015), de l'Adamaoua (33% contre 25% en 2015) et du Nord (20% contre 14% en 2015).

Profil des ménages en insécurité alimentaire

Les ménages en **insécurité alimentaire sévère** ont une consommation alimentaire pauvre (4% en sont concernés) et ont perdu leurs moyens de subsistance à l'extrême (21% ont dépensé plus du 75% de leur revenu dans les aliments et 17% ont adopté des stratégies d'urgence) qui aboutissent certainement à des insuffisances alimentaires très graves. Ils ont consommé des aliments moins préférés car moins chers (68%), diminué le nombre de repas par jour (34%), limité la quantité de nourriture pendant les repas (28%), ou réduit les quantités consommées par les adultes/mères au profit des enfants (20%).

Ceux qui sont en **insécurité alimentaire modéré** ont une consommation alimentaire limitée (20% contre 16% en 2015) ou des capacités minimales pour assurer les besoins alimentaires réduits (19% affectent entre 65% à 75% des dépenses aux aliments, contre 22% en 2015) notamment en épuisant de manière accélérée leurs moyens d'existence (31% contre 16% ont eu recours aux stratégies de crise).

Une alimentation peu diversifiée contribue à développer l'insécurité alimentaire. Les ménages en insécurité alimentaire consomment des aliments issus en moyenne, de 3 groupes d'aliments contre 5 groupes chez ceux qui sont en sécurité alimentaire. Par ailleurs, plus l'alimentation est diversifiée, plus les ménages sont sécurité alimentaire.

Dans toutes ces régions, le marché (67%) et les stocks paysans (27%) demeurent les principaux recours des ménages pour l'approvisionnement en aliments de consommation.

Stratégies : Les ménages ont moins fait usage de stratégies de moyens d'existence en 2016 (30%) par rapport à 2015 (22%) dans les quatre régions à l'étude. Cependant, l'utilisation des stratégies extrêmes (crise et urgence) a été prépondérante que l'année dernière à la même période. Les **stratégies de crise** ont été fréquentes dans l'Extrême-Nord (37%), le Nord (37%), et l'Est (32%). Le recours à des stratégies de crise indique des difficultés réelles d'accès à la nourriture sans toutefois affecter irrémédiablement les moyens d'existence des ménages. Environ un ménage sur cinq (17% contre 10% en 2015) ont adopté des **stratégies d'urgence** susceptibles de diminuer dramatiquement et de manière irréversible leur productivité future. La proportion de tels ménages semble avoir augmenté par rapport à l'année dernière dans les régions de l'Extrême-Nord (27% contre 16% en 2015) et l'Adamaoua (25% contre 12% en 2015).. Dans le Nord, 5% de ménages se sont résignés à ne rien faire car n'ayant plus de stratégies alternatives.

Dépenses : La vulnérabilité économique des ménages fait référence à la part des dépenses qu'ils affectent à la nourriture relativement à l'ensemble de leurs dépenses sur une période de 30 jours. Comme en 2015, environ un ménage sur cinq ont affecté plus de 75% de leurs dépenses à la nourriture dans les quatre régions à cette période, et se rendent ainsi économiquement vulnérable à subvenir à d'autres besoins présents et futurs. Avec 61% de ménages qui destinent plus de 65% de leurs dépenses aux besoins alimentaires, la région de l'Adamaoua semblent être la plus touchée par la vulnérabilité économique. Il en est de même de la moitié des ménages dans l'Est (contre 42% en 2015), 31% dans l'Extrême-Nord (contre 51% en 2015) et 22% dans le Nord (contre 25% en 2015). La vulnérabilité économique semble donc avoir pris de l'ampleur dans l'Adamaoua et dans l'Est et en recul dans l'Extrême Nord.

Sources de revenu : La précarité de sources de revenus affecte les groupes des moyens d'existence (GME) fragiles, notamment les travailleurs journaliers ou (41%), les petits commerçants (27%), les éleveurs (27%), les transporteurs (25%) et les ménages dépendant d'aides/dons (29%). Les ménages qui dépendent du troc, des dons ou de l'emprunt pour se procurer les aliments de base ou de la viande sont davantage en insécurité alimentaire que ceux qui recourent à des sources d'aliments plus sûres. La baisse du prix du bétail affecte durement les éleveurs.

Causes : pauvreté, aléas climatiques, insécurité

Le contexte de l'étude est caractérisé par une pauvreté croissante, un manque d'opportunité de travail, de revenus instables, un fort afflux de populations des pays voisins et d'autres régions du Cameroun, ce qui crée climat permanent d'incertitude pour les plus pauvres. Au Cameroun, les régions de l'Extrême-Nord (74,3%), du Nord (67,9%) et de l'Adamaoua (47,1%) se situent dans le quatuor de tête où le taux de pauvreté est élevé au contraire de L'Est (30,0%) qui a un taux de pauvreté en-dessous du niveau national¹⁶. La pauvreté est un phénomène très caractéristique du milieu rural où le taux de pauvreté est de 56,8% en 2014 contre 55,7% en 2007.

¹⁶ INS. ECAM 4 - Tendances, le profil et les déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001 et 2014m décembre 2015

Géographie de l'insécurité alimentaire

Avec une prévalence d'insécurité alimentaire de 39% (contre 19% en 2015) dont 5% d'insécurité alimentaire, la situation semble très sérieuse dans la région de l'**Adamaoua**. Divers facteurs défavorables peuvent expliquer cette situation qui devient de plus en plus préoccupante. Dans l'Adamaoua en effet, la pression exercée sur les ressources prend de l'ampleur du fait de sa position carrefour où se rencontrent plusieurs types de populations venant d'autres régions et des pays voisins.

Dans la région de l'**Extrême-Nord**, la prévalence de l'insécurité alimentaire est de 33%, soit une relative amélioration par rapport à 35% de 2015. L'assistance humanitaire apportée aux populations de cette région depuis le début de la crise due à Boko Haram (BH) a sans doute contribué à maintenir ce niveau quasi similaire d'insécurité alimentaire. Toutefois, le faible niveau d'exécution des plans de réponse de l'ensemble des partenaires, pourrait n'avoir pas permis de renverser de manière consistante la situation qui reste toujours précaire. En rappel, seulement 7% des ménages enquêtés ont déclaré avoir bénéficié d'une assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois dans les quatre régions à l'étude.

Priorités des ménages

Dans les régions à l'étude, les besoins prioritaires des populations portent essentiellement sur l'alimentation, les intrants agricoles, l'eau, la santé, l'éducation et les questions associées. Dans la région de l'**Adamaoua**, le besoin d'alimentation (21%) vient en premier lieu. Les populations ont sollicité du matériel et des intrants agricoles (16%) pour préparer la prochaine campagne, lancé un appel pour la création de centres de santé et le recrutement du personnel (12%).

Dans la région de l'**Extrême-Nord**, ce sont davantage l'alimentation (28%), la santé (20%) et l'éducation (13%) qui préoccupent les populations. Dans la région du **Nord**, l'alimentation (24%), la santé (15%), les intrants agricoles (13%) et l'accès à l'eau (13%) sont les besoins prioritaires. Dans la région de l'**Est**, les populations ont indiqué comme besoins prioritaires les intrants agricoles (20%), l'accès à la santé (13%), l'accès à l'éducation (13%) et l'accès à l'eau (10%). La construction des habitats (14%) y a été largement évoquée dans cette région, à la différence des autres.

Recommandations

8. Fournir une assistance alimentaire inconditionnelle (GFD¹⁷) aux ménages en insécurité alimentaire sévère dans les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord avec accent sur les populations et les zones les plus vulnérables. Les critères de vulnérabilité issus des EFSA récentes seront combinés pour cibler les ménages les plus vulnérables. Dans l'Extrême-Nord en particulier, les personnes déplacées internes (PDI) les plus démunies seront bénéficiaires de distributions mensuelles de vivres. Dans toutes les régions, les populations locales en insécurité alimentaire dépourvues de terre cultivables seront également ciblées par ces distributions inconditionnelles. Compte tenu de leur degré d'affectation relativement élevé, les départements du Mbéré, le Djérem, le Faro-et-Déou (Adamaoua), le Logone et Chari, le Mayo Tsanaga (Extrême-Nord), la Bénoué et le Mayo Rey pourraient être privilégiés pour cette assistance alimentaire inconditionnelle ;
9. renforcer les capacités de résilience des ménages en insécurité alimentaire modérée à travers des activités de prévention et de mitigation de chocs et la création des actifs, de type Food Assistance For Assets (FFA). Ces activités concernent en particulier les PDIs et les populations locales vulnérables qui se remettent des effets de la crise et s'intègrent progressivement dans la communauté d'accueil. Elles bénéficieront d'une assistance alimentaire en contrepartie de leur participation à une activité de réhabilitation impliquant les populations locale, notamment dans le département du Logone et Chari. Les activités FFA seront saisonnières (3 à 6 mois) pour renforcer les moyens d'existence des populations (maîtrise d'eau, canaux d'irrigation, étangs piscicoles) et à base communautaire pour bénéficier au maximum de personnes. Dans les projets FFA, la participation effective des femmes devrait être encouragée. Dans les régions de l'Est, Adamaoua et du Nord, les populations locales seront associées aux réfugiés dans les activités FFA afin de limiter les tensions nées de la pression sur les ressources. Outre la génération de revenus, les activités FFA porteront ainsi sur la gestion des ressources naturelles et le soutien aux éleveurs pour atténuer la dégradation environnementale et les conflits agropastoraux. Les

¹⁷ General Food Distribution

projets FFA pourraient aussi être appropriés dans l'Est pour inciter les jeunes à créer des actifs et limiter les dérives causées par l'exploitation minières.

10. Poursuivre et étendre les activités de transferts monétaires (CBT¹⁸) à une frange des bénéficiaires de GFD et de FFA, partout où cela est possible en vue de relever le pouvoir d'achat des populations pauvres et leur permettre d'avoir accès aux marchés. Dans la région de l'Extrême-Nord où le taux de pauvreté est le plus criard du Cameroun, cette modalité pourrait être appropriée en raison de sa mise en œuvre récente dans cette région en faveur des PDI, qui s'est avérée globalement satisfaisante.
11. Mettre en œuvre des projets de type « achats au service du progrès » (P4P¹⁹) pour aider les petits cultivateurs pauvres – en particulier les femmes – à devenir compétitifs sur les marchés agricoles dans le but de vendre les excédents de productions à des prix rémunérateurs et accroître leurs revenus. Des accords passés avec les grossistes pourraient renforcer l'engagement des femmes dans les activités du marché. Ces activités P4P pourraient venir en appui des projets de transferts monétaires. Elles pourraient être appropriées dans les régions de l'Adamaoua et du Nord qui présentent des capacités de production céréalières importantes ;
12. Poursuivre la prévention de la malnutrition des enfants 6-23 mois à travers l'activité BSFP²⁰ dans les zones vulnérables, en la couplant avec les distributions générales pour un meilleur impact. Cette activité focalisera aussi sur la communication pour le changement de comportement, la promotion de l'allaitement du jeune enfant et du nourrisson, l'hygiène, l'assainissement et la vaccination. Dans les quatre régions à l'étude, les districts de santé les plus affectés par la malnutrition aiguë devraient être couverts, notamment ceux qui accueillent les réfugiés et/ou les personnes déplacées internes.
13. Apporter des appuis pour le développement des activités agropastorales (matériel, intrants et encadrement technique) dans les régions septentrionales qui, au regard de la cherté de la vie, en ont particulièrement exprimé le besoin ;
14. Définir un plan de zonage pour délimiter les zones agricoles des zones de pâturages, en particulier dans les régions de l'Adamaoua, le Nord et l'Est où les conflits agropastoraux sont fréquents ;
15. Améliorer les performances des services sociaux de bases (santé, éducation, eau) dans les quatre régions à l'étude, de manière à les rendre physiquement et économiquement accessibles aux populations vulnérables ;
16. étendre le Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire (FSMS) en cours dans l'Extrême-Nord, aux régions de l'Adamaoua et du Nord pour suivre régulièrement les indicateurs de la sécurité alimentaire. Les prévalences d'insécurité alimentaire assez élevées (supérieur à 17%) obtenues dans ces régions appellent en effet à un suivi rapproché de la situation pour anticiper à temps sur d'éventuels chocs affectant la sécurité alimentaire des populations. La collecte de données à distance (mVAM) pourrait également être appropriée pour les zones enclavées et difficilement accessibles.
17. Réaliser à court terme, une analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA) pour définir une nouvelle situation de référence à l'échelle nationale qui ne se limiterait pas seulement aux quatre régions à l'étude, considérées à tort ou à raison comme prioritaires. La dernière CFSVA remonte à 2011 et ses résultats sont devenus obsolètes compte tenu des mutations socioéconomiques survenues depuis lors

¹⁸ Cash based Transfer

¹⁹ Purchase for Progress

²⁰ Blanket Supplementary Feeding Programme

BIBLIOGRAPHIE

1. Evaluation de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord du Cameroun; septembre 2015 (PAM/PNSA)
2. Genre et analyse des marchés et filières alimentaires dans les régions du Nord et de l'Extrême-nord du Cameroun. YOSSA Thaddée, Juillet 2016
3. mVAM Bulletins n°1, 2 & 3 (WFP)
4. FSMS Bulletins n°1 (WFP)
5. Lake Chad Basin Crisis Regional Market Assessment ; June 2016 (WFP)
6. Socio-economic analysis of the Lake Chad Basin Region, with focus on regional environmental factors, armed conflict, gender and food security issues – Desk review ; April 2016 (WFP)
7. Rapport consolidé de l'évaluation de la campagne agricole et des disponibilités alimentaires 2015/2016 dans les régions septentrionales (Adamaoua, Nord, Extrême-Nord) ; 6 au 21 mars 2016 ; MINADER/FAO/PAM
8. Rapports 1^{er} semestre DRADER
9. ECAM 4 - les tendances, le profil et les déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001 et 2014; 2015 (INS)
10. Etude sur les conflits agro-pastoraux dans les régions camerounaises du Nord, Adamaoua et Est - Novembre 2015 [Kossoumna Liba'a Natali, Géographe pastoraliste]

Figure 20: Stratégies des moyens d'existence utilisées par les ménages dans le Nord et l'Est

